



Conjoncture trimestrielle

EN BREF ...

Productions végétales -

Grandes cultures : l'excès d'eau provoque des dégâts sur les cultures d'hiver. Les cours des céréales se tassent mais restent élevés, ceux du colza sont stables.

Fruits : les cours des pommes et des poires sont soutenus. L'industrie absorbe les produits de moindre qualité et assainit le marché.

Légumes : le printemps se fait attendre. Le faible ensoleillement et l'absence de températures printanières ne stimulent pas la demande et freinent l'entrée en campagne de certaines productions sous serre. A contrario, la demande reste très orientée vers les quelques légumes de plein champ qui se font plus rares.

Viticulture : la reprise du marché se confirme en rosés mais l'activité baisse en Muscadet.

Productions animales -

Bovins : les disponibilités bovines en vaches et en broutards légers s'avèrent limitées. Les possibilités d'exportations sont également restreintes. Les cotations bovines progressent en France mais fléchissent chez nos voisins européens pour les jeunes bovins.

Lait : les livraisons sont toujours en retrait.

Ovins : les importations se font plus pressantes et les cotations marquent le pas.

Porc : le manque d'entrain caractérise le marché, qu'il soit national ou européen.

Aviculture : les abattages de poulets sont en hausse. Le retour de la production fait baisser le prix de l'oeuf.

Industries agroalimentaires -

Les productions se maintiennent par rapport au trimestre précédent avec une augmentation sensible pour les produits laitiers.

A LA UNE ...

Réforme de la Pac : accord politique des Vingt-sept

Extrait d'Agrafil Spécial réforme de la PAC du 20 mars 2013 :

« Les ministres de l'agriculture de l'UE, réunis les 18 et 19 mars à Bruxelles, ont confié à leur homologue irlandais, Simon Coveney, qui assure la présidence du Conseil, un mandat afin d'entamer des négociations sur la réforme de la Pac avec le Parlement européen et la Commission européenne. Les Vingt-sept sont parvenus, dans la soirée du 19 mars, à un compromis qui va servir de base de discussion lors des « trilogues » qui débiteront le 11 avril et devraient aboutir à un accord en première lecture lors du Conseil agricole prévu les 24 et 25 juin à Luxembourg. Seules la Slovaquie (opposée aux propositions sur le sucre) et la République tchèque (qui demandait plus de paiements couplés) n'ont pas soutenu le texte mis sur la table par la présidence. Le Parlement européen a adopté son propre mandat de négociation le 11 mars. « Le Conseil est plus proche des propositions de la Commission que de celles du Parlement européen sur un certain nombre de points », s'est félicité le commissaire européen à l'agriculture, Dacian Cioloș, à l'issue du Conseil, mais sur la convergence interne des paiements directs, le « niveau d'ambition n'est pas suffisant », a-t-il souligné. D'autres questions constitueront également les points durs des discussions à venir : le verdissement (notamment les surfaces d'intérêt écologique et le système d'équivalence), le régime de sanctions au titre du verdissement, le plafonnement des aides, la définition des zones à handicap naturel, les quotas sucriers et l'après quotas laitiers. »

Mobilisation du secteur de l'élevage pour une répercussion, par la grande distribution, des augmentations des coûts de production

A lire page 8

Mesures agroenvironnementales 2013 ; Directive Nitrates : début de l'élaboration du cinquième programme d'action

A lire page 14

SOMMAIRE

Contexte météorologique	p. 2	Productions animales	p. 9	Agroenvironnement	p. 14
Productions végétales	p. 3	Industries agroalimentaires	p. 13	Annexes	p. 15

Contexte météorologique

On retiendra de ce premier trimestre 2013 :

- une pluviométrie proche des normales mais après un automne 2012 proche des records ; les cumuls sur six mois (octobre à mars) ont une durée de retour supérieure à 10 ans (30 ans pour Angers et Le Mans) ;
- le manque de soleil, surtout sensible en janvier en Mayenne et Sarthe, persiste en février dans l'intérieur et en mars partout ; au bilan du trimestre, le déficit s'échelonne de 15 % pour Laval, La Roche-sur-Yon et Nantes, à 25 % pour Le Mans et Angers ;
- Des températures un peu fraîches, souvent 1 °C en dessous des normales et même déficitaires de 2 à 3 °C pour les maximales en Sarthe et en Mayenne ; le froid n'a jamais été très vif mais les gelées très fréquentes à Rouessé-Vassé (35 jours / normale 29) et Le Horps (38 jours / normale 28). A noter que la vague de froid de la dernière décade de mars est inhabituelle et se prolonge début avril.

Janvier : gris partout, pluvieux près des côtes, neige plus fréquente ailleurs

Les jours sans soleil sont nombreux, 18 à Angers et Le Mans et au minimum 7 à Noirmoutier. Le déficit d'ensoleillement est maximum en Sarthe (36 h pour Le Mans, soit 40 % de moins que la moyenne) et minimum sur l'ouest de la Loire-Atlantique (70 h à Guérande, soit un déficit de 20 %)

Les précipitations sont contrastées : déficitaires sur la majeure partie des Pays-de-la-Loire mais excédentaires de 20 à 30 % près des côtes de Loire-Atlantique et de Vendée ; la neige est rare près de l'océan (1 cm dans la nuit du 17 au 18) et plus fréquente en Mayenne du 14 au 26. Les températures sont douces en début et fin de mois, fraîches du 13 au 25, pour une moyenne qui s'écarte peu des valeurs de saison, pour les minimales comme les maximales.

Le vent est souvent faible, calme dans 30 % des cas pour Le Mans, mais souffle en tempête sur les côtes et les îles le 21 janvier. A partir du 27 un vent fort de sud-ouest balaye toute la région.

Février : froid en moyenne, sans fort gel

Les fortes pluies de la première décade, en particulier le 10 février, ont provoqué de nombreuses crues ; la conjonction avec de grandes marées a accentué les crues dans la région de Nantes. Ensuite les pluies sont rares, le bilan régional se solde par un déficit de 20 à 30 % pour la moitié nord-ouest de la région et un excédent de 20 à 40 % pour le sud-est. Le froid domine, sans températures inférieures à - 4 °C, sec mais accentué par le vent de nord-est du 15 au 22. Le temps est gris avec un peu de neige en fin de mois. Seuls les départements côtiers enregistrent une insolation généreuse (105 à 130 heures) quand le déficit persiste pour la Sarthe et la Mayenne. Le vent balaye tout le secteur nord, fort de nord-ouest sous les averses orageuses du 5 février, il est généralement de nord-est modéré à partir du 15.

Mars : Gris, froid et pluvieux

Les journées nuageuses et pluvieuses (un jour sur trois) persistent ce mois dans une atmosphère anormalement froide. La neige s'invite même, durablement mi-mars sur le nord de la région, à l'état de traces le 29 jusqu'au sud. Les pluies sont contrastées avec des cumuls variant de 50 mm sur le Saumurois à plus de 110 mm sur les collines du Maine ou la vallée d'Ernée (53). Ces quantités présentent des excédents proches des normales en Vendée à près du double sur l'extrême nord de la région. Le froid accentué par des vents dominants de nord-nord-est est exceptionnel sur le nord de la Mayenne ou la Sarthe par sa durée avec un pic sur la période du 12 au 15. De nombreux records pour un mois de mars sont enregistrés. Les températures moyennes varient sur les Pays de la Loire de 5°C à 7,5°C du nord au sud et sont inférieures de 1,5°C à 2,5°C aux normales. Enfin, les durées d'insolation comprises entre 95 heures en Sarthe à plus de 135 heures sur le littoral vendéen, insuffisantes pour la saison, atteignent des déficits de 20 à 30 % suivant les zones.

Dép.	METEO FRANCE Toujours un temps d'avance	Pluviométrie (mm)		Températures moyennes (°C)				Nombre de jours de gel		Insolation (heures et minutes)	
		1 ^{er} trimestre 2013	Normales	1 ^{er} trimestre 2013		Normales		1 ^{er} trimestre 2013	Normales	1 ^{er} trimestre 2013	Normales ou moy.
				Mini	Maxi	Mini	Maxi				
44	NANTES-BOUGUENAI	244,2	216,3	2,8	10,2	3,6	10,7	16	20	263h21	311h48
	ST NAZAIRE-MONTOIR	218,2	202,0	3,2	10,4	3,8	10,7	18	19	290h52	314h16
	NORT-SUR-ERDRE	242,5	197,9	2,7	8,7	2,7	10,6	20	26	268h10	335h00
49	BEAUCOUZE	197,3	175,6	2,7	8,5	3,2	10,2	24	22	221h56	298h06
	MARTIGNE-BRIAND	152,8	155,1	2,3	8,4	3,2	11,3	25	22	259h52	
	CHOLET	211,0	206,7	2,1	8,2	2,9	9,8	29	24	269h39	352h48
53	LAVAL	174,8	185,0	2,2	7,8	3,0	10,0	25	20	229h26	270h58
	LE HORPS	243,2	219,1	1,0	6,1	2,4	9,4	38	28	234h52	298h48
	ERNEE	260,6	223,1	1,7	7,2	2,8	9,5	30	24	252h13	302h47
72	LE MANS	199,0	172,4	2,0	8,2	2,5	9,9	24	27	214h50	290h12
	LUCHE-PRINGE	182,6	176,2	2,1	7,6	2,5	9,8	29	28	240h35	322h54
	ROUESSE-VASSE	218,9	205,0	1,2	6,4	2,2	9,6	35	29	236h05	309h54
85	CHATEAU-D'OLONNE	271,7	194,3	3,8	9,6	4,7	10,5	12	14	341h35	363h21
	NOIRMOUTIER	209,3	177,0	4,6	9,6	5,2	10,5	8	9	321h54	406h36
	FONTENAY	215,3	214,6	2,5	9,7	3,8	11,2	17	18	310h58	370h48
	LA ROCHE SUR YON	229,4	229,8	2,6	9,3	3,2	10,3	23	23	278h11	321h54

* Normale : valeur obtenue pour les différents paramètres météorologiques en effectuant la moyenne du paramètre considéré sur 30 ans. Valeur de référence représentative d'un état moyen.

* Jour de pluie : jour où les précipitations relevées sont >= à 1mm

* Jour gel : jour où la température minimale en journée <= 0°C

Source : Météo-France

Productions végétales

Grandes cultures : l'excès d'eau provoque des dégâts sur les cultures d'hiver ; les cours des céréales se tassent mais restent élevés

L'excès d'eau provoque des dégâts sur les cultures d'hiver

La poursuite du temps pluvieux perturbe le développement des cultures régionales, notamment sur les sols hydromorphes. Des dégâts localement importants sont constatés, avec des pertes de plantes parfois conséquentes. Une fenêtre de temps sec fin février - début mars permet un début de ressuyage des terres gorgées d'eau. Sur les parcelles saines, les premiers apports d'azote sont réalisés et quelques semis de cultures de printemps sont effectués. Les pluies, de retour à partir du 10 mars, engorgent à nouveau les sols hydromorphes, retardant le diagnostic sur l'état des cultures ainsi que la décision de retourner ou non les cultures endommagées. Les parcelles retournées seront

majoritairement ressemées en maïs. Selon Céré'obs, le réseau de suivi des cultures de FranceAgriMer, fin mars, 43 % des parcelles régionales de blé tendre sont dans un état bon à très bon, contre 90 % fin mars 2012.

Par rapport à 2012, les surfaces régionales de blé tendre, de blé dur, de triticale et de colza baissent assez nettement. Grâce à un doublement prévu des semis de printemps, l'orge et l'avoine progressent.

Au niveau national, le blé tendre et l'avoine progressent de 2 % par rapport à 2012. Le triticale est stable. L'orge et le colza baissent de 5 % ; le blé dur recule de 8 %.

Evolution des semis d'hiver au 1^{er} avril 2013 en Pays de la Loire

Cultures	Surface (ha)	Evolution 2013/2012
Céréales		
Blé tendre	347 510	- 7,3 %
Triticale	57 500	- 9,6 %
Orge	47 565	+ 5,1 %
Blé dur	28 835	- 10,0 %
Avoine	5 825	+ 8,5 %
Cultures industrielles		
Colza	62 820	- 7,8%
Pois	8 610	+ 1,7 %

Source : Agreste et FranceAgriMer
Pays de la Loire

Le poids prépondérant de la Chine sur le marché du soja

En 2012, la Chine compte 1,35 milliard d'habitants. Disposant d'à peine 10 % des terres arables de la planète, le pays doit cependant nourrir près d'un cinquième de la population mondiale. Depuis la fin des années 1990, l'essor économique de la Chine s'accompagne d'un exode rural important. Parmi la population urbaine grandissante, qui représente la moitié de la population chinoise en 2012, une classe moyenne voit son niveau de vie progresser et ses habitudes alimentaires se modifier. La consommation de viande, notamment, augmente. L'élevage se développe fortement et les importations chinoises de soja s'envolent : elles sont multipliées par 4 entre 2000-2001 et 2012-2013, passant de 14 à 58 Mt. Selon l'USDA, la progression des importations chinoises de soja devrait se poursuivre. Ces dernières pourraient atteindre 90 Mt en 2020-2021 : la population urbaine de la Chine et sa classe moyenne vont poursuivre leur croissance. La part de la Chine dans les importations de soja passe de 38 % en 2004-2005 à 61 % en 2012-2013. Un pays avec une telle prépondérance sur le marché d'une matière première est une situation inédite. Autre particularité : 3 pays concentrent à eux seuls 98 % des approvisionnements de la Chine en soja : les USA, le Brésil et l'Argentine. L'envol des importations chinoises de soja entraîne celui du cours de la graine. En 2006-2007, le prix moyen du soja à Chicago est de 190 €/t. Il grimpe à 287 € en 2007-2008, atteint 335 € en 2010-2011, 359 € en 2011-2012 et 439 € sur la campagne en cours.

Sources :

- Plaquette « Trajectoire agricole de la Chine » : disponible sur le site de FranceAgriMer, rubrique publications / février 2013 ;
- « Le bulletin mensuel de conjoncture agricole » : disponible sur le site Agreste, rubrique conjoncture / le bulletin.

Baisse des cours des céréales, stabilité de celui du colza

Plusieurs facteurs expliquent le recul du cours du blé durant ce trimestre :

- les perspectives de production mondiale en hausse par rapport à 2012, grâce à l'augmentation globale des surfaces de 3 % chez les principaux

pays exportateurs ;

- la présence de l'Inde à l'export pour près de 10 Mt de blé fourrager (le pays enregistre une 2^e récolte excédentaire consécutive de blé) ;
- la hausse en janvier de l'euro face au

dollar qui rend le blé français moins compétitif à l'export ;

- l'annonce de plusieurs grandes banques européennes, en février, d'arrêter leurs activités spéculatives sur les matières premières agricoles.

Dans la 2^e quinzaine de mars, la baisse marquée de l'euro face au dollar redonne de la compétitivité au blé français à l'export ; la demande est toujours présente et celle-ci tire à nouveau le cours du blé à la hausse. En mars 2013, le cours moyen du **blé tendre rendu Rouen (234 €/t)** est inférieur de 8 % à celui de décembre 2012 mais supérieur de 12 % à celui de mars 2012.

Le cours du maïs évolue en sympathie avec celui du blé. En début d'année, la baisse du prix du maïs a plusieurs causes :

- le manque de compétitivité du maïs français face aux origines brésilienne et ukrainienne ;

- la perspective d'une production record de maïs en Amérique du Sud et de l'augmentation des surfaces semées aux USA ;
- la baisse de la consommation mondiale de maïs.

Dans la 2^e quinzaine de mars, le cours du maïs repart à la hausse, dans le sillage de celui du blé.

En mars 2013, le cours moyen du **maïs rendu Bordeaux (215,50 €/t)** est inférieur de 11 % à celui de décembre 2012 mais supérieur de 7 % à celui de mars 2012.

Le cours du colza reste stable durant ce trimestre, à l'instar de celui du soja. La

production record de soja en Amérique du Sud se confirme. Cependant, les problèmes logistiques dans les ports brésiliens inquiètent les marchés quant à la bonne fluidité de la soudure entre les origines nord et sud-américaines, alors que la demande mondiale de soja reste forte, notamment la demande chinoise. En France, d'importants retournements de parcelles de colza sont prévisibles.

En mars 2013, le cours moyen du **colza rendu Rouen (470 €/t)** est égal à celui de décembre 2012 et supérieur de 1 % à celui de mars 2012.

Hausse du trafic portuaire

Entre janvier et mars 2013, 513 000 tonnes de céréales et d'oléagineux sont chargées depuis les quatre ports de la région (contre 306 000 tonnes durant le trimestre précédent). Au 31 mars 2013, le cumul des

chargements portuaires régionaux est de 1 218 000 tonnes, contre 951 000 tonnes au 31 mars 2012, soit une hausse de 28 %. Le dynamisme des exportations de blé tendre vers les pays tiers explique cette

progression : 787 000 tonnes sont chargées au 31 mars 2013 contre 278 000 tonnes au 31 mars 2012.

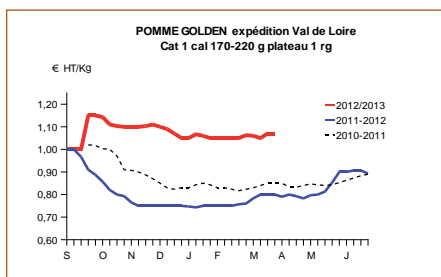
Fruits et légumes :

L'hiver prend toutes ses aises et le printemps se fait attendre. Le faible ensoleillement et l'absence de températures printanières ne stimulent pas la demande et freinent l'entrée en campagne de certaines productions sous serre. A contrario, la demande reste très orientée vers les quelques légumes de plein champ qui se font plus rares.

En **poire**, après la période calme de fin 2012, l'activité chaotique de début 2013 sur le marché français est liée à une demande limitée. Les prix élevés ralentissent les échanges. Les acheteurs maintiennent une pression sur les cours par le biais d'actions promotionnelles. La Pologne et l'Italie sont les concurrents sur le marché européen. À l'export, les destinations Grande-Bretagne, Asie et Moyen-Orient dominent. Les chargements restent importants avant de ralentir fortement fin février, suite à l'arrivée des produits de l'hémisphère Sud. Toutefois, le faible niveau des stocks permet le maintien des cours. Seule difficulté, des problèmes qualitatifs sont constatés à l'ouverture des chambres froides, avec la présence d'échaudure (1) et de *Cladosporium* (2), liée aux récoltes tardives par temps de pluie. L'industrie est sollicitée pour écouler ces lots dont les cours baissent sur le marché du libre.

(1) Le scald ou échaudure se manifeste par un brunissement en surface des pommes. Il apparaît durant la période de conservation en chambre froide.

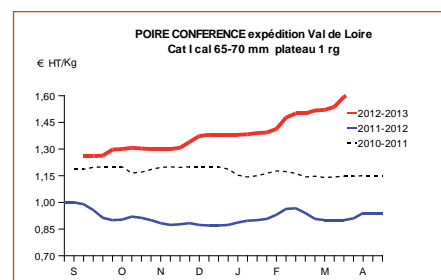
(2) Le *Cladosporium* est un champignon responsable de pourriture sur fruits et légumes.



Source : RNM - FranceAgriMer

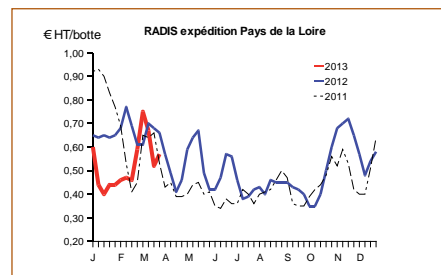
Face à un marché français et européen peu chargé suite aux faibles récoltes, la saison de la **poire** se déroule sereinement. Début janvier, le Val de Loire est une des seules régions françaises disposant encore de stocks. Les opérateurs bénéficient d'une bonne demande. En **Comice**, les derniers lots s'écoulent vers la mi-janvier avec presque deux mois d'avance. La **Conférence** prend le relais. Durant ce trimestre, les cours se tiennent malgré l'arrivée de la

Williams d'Argentine durant la dernière quinzaine de février. La fin de campagne de la **Conférence** intervient vers la mi-mars, soit environ un mois plus tôt qu'en année normale. La faible concurrence et la hausse des cours sur les cadrons du Benelux prolongent la progression des prix de l'ensemble des calibres. L'**Angély** clôture la saison.



Source : RNM - FranceAgriMer

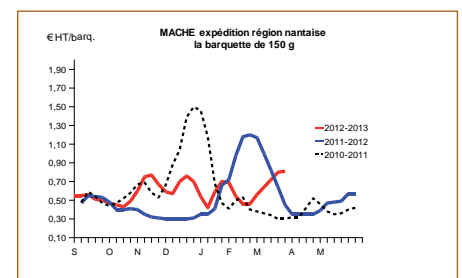
Les mises en culture de **radis** durant cette période hivernale sont plus importantes que lors des précédentes campagnes. En janvier et février, l'offre est significative, voire le plus souvent supérieure à la demande. Dans une telle configuration, une revalorisation des prix du radis demeure très ponctuelle. Après la mi-mars, d'importants programmes de promotions mis en place entre l'amont et l'aval pour les fêtes de Pâques stimulent la demande, ce qui permet au marché de retrouver une certaine sérénité.



Source : RNM - FranceAgriMer

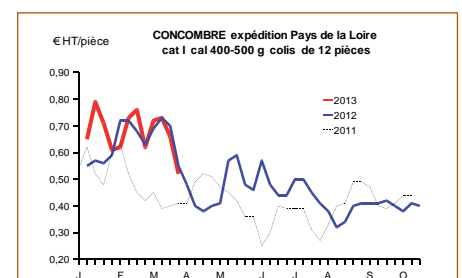
En **mâche**, l'amont se montre plutôt serein au vu du déroulement de ce trimestre. En janvier, l'offre est limitée et oscille le plus souvent entre 650 et 750 tonnes par semaine. Cette situation s'explique en partie par des destructions en cultures (maladies cryptogamiques) ou par des anticipations de coupes visant à éviter tout

jaunissement. Les conséquences économiques des pertes de production sont cependant atténuées par les niveaux de prix assez soutenus. Puis, dès les premiers jours de février, les disponibilités progressent sensiblement. Face à cet accroissement de l'offre (autour des 900 tonnes par semaine), le marché montre quelques signes de fébrilité assez vite tempérés par la réduction sensible des apports dans la dernière décade. Une dynamique à la hausse s'amorce alors ; elle ne faiblit pas en mars. Une réelle émulation s'empare du marché, comme en témoigne la persistance des échanges à des niveaux de prix rarement constatés à cette période de la saison. Par ailleurs, les mises en place importantes pour les fêtes de Pâques terminent un premier trimestre 2013 jugé positif par les principaux acteurs de la filière.



Source : RNM - FranceAgriMer

Dès janvier, la région nantaise propose les premiers **concombres** de petits calibres, suivis en février par les lots des régions Centre et Est. Les ventes s'effectuent sans grande difficulté en l'absence de concurrence européenne. Les disponibilités sont faibles en raison du manque de luminosité qui freine le développement végétatif. En milieu de trimestre, la demande ne décolle pas, les premières journées printanières se faisant toujours attendre.

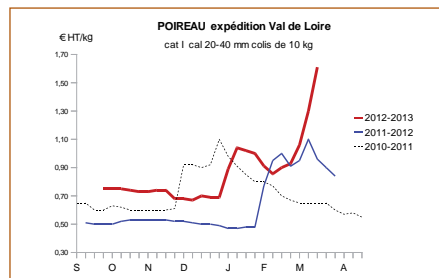


Source : RNM - FranceAgriMer

Toutefois, les promotions mises en place assurent de bonnes sorties qui régulent le marché. Fin mars, sous une météo maussade, le week-end pascal ne donne pas les résultats commerciaux escomptés, en France comme dans le reste de l'Europe.

Pour le **poireau**, la seconde partie de la campagne s'amorce aisément avec le retour en début de trimestre d'une demande plus ferme, appuyée par la mise en place d'actions promotionnelles. Conforté par le temps hivernal, cet élan s'estompe avec l'arrivée d'une concurrence nationale. Du fait de l'état des parcelles saturées en eau, les conditions de récolte et de préparation sont difficiles. À la veille du printemps,

et comme annoncé, la fin de campagne se termine avec trois semaines d'avance. Le retour exceptionnel d'une vague neigeuse sur le grand Ouest et le Nord stimule les dernières transactions ; les cours sont fermes.



Source : RNM - FranceAgriMer

Autres légumes :

La campagne de la **tomate** se met lentement en place et les premiers volumes significatifs s'échangent début mars, marquant ainsi le début de la campagne d'expédition. La saison du **navet primeur** s'amorce vers la mi-mars avec un intérêt marqué de la demande. Cet engouement s'explique à la fois par une raréfaction de l'offre au niveau national et par une météo particulièrement propice à sa consommation. L'offre en **salades laitues** demeure limitée en raison d'un retard important du développement de la végétation.

Viticulture : la reprise du marché se confirme en rosés mais l'activité baisse en Muscadet

Suite à la faible récolte 2012, et malgré des disponibilités qui restent à un niveau acceptable grâce aux stocks de la récolte 2011, le raffermissement des cours se confirme, notamment pour les appellations de Muscadet (101,81 à 158,04 €/hl) et pour les rosés de l'Anjou (116,34 à 140,10 €/hl). On note cependant un ralentissement de l'activité (- 43 % en Muscadet), sans doute lié aux faibles disponibilités, mais également à la perte de certains marchés premiers prix qui n'acceptent pas la hausse des cours.

Le tassement de l'activité se confirme également pour les vins effervescents

(- 28 % en Saumur et - 26 % en Crémant de Loire) avec des cours en hausse. Ces vins bénéficient d'une rotation longue, permettant d'attendre des cours plus raisonnables.

Le marché des vins rouges de Saumur est en baisse (- 43 % en volumes et stable en cours) alors que les vins d'Anjou connaissent un regain d'activité (+ 14 % en volumes) mais des prix orientés à la baisse (114,95 €/hl en décembre). Le Saumur Champigny reste globalement stable en prix mais connaît également une baisse de l'activité (- 9 %).

Dans un contexte de faible récolte, les

VSIG (Vins sans indication géographique), comme les vins de pays ou vins IGP (Indication Géographique Protégée), sont orientés à la baisse en volumes (- 20 à - 60 %). Ils bénéficient cependant d'une forte revalorisation (+ 7 à + 34 % en cours moyen). Les cours, très hétérogènes, s'établissent entre 59,49 €/hl pour les VSIG rouges et 111,22 €/hl pour les IGP Sauvignon.

**Observatoire Economique du Val de Loire
Situation des Marchés au 31.03.2013
Achats du Négoce**

	Activité du mois		Cours moyen 3 derniers mois	Campagne			
	Volume (1)	Cours Vrac €/hl (2)		Volume (1)	+/- % A-1	Cours Vrac €/hl (2)	+/- % A-1
Muscadet	4 210	101,81		58 249	- 43 %	94,53	70 %
Muscadet Sous Régionales	4 964	103,31		35 720	- 25 %	101,05	92 %
Sur Lie	9 580	158,04		68 686	1 %	125,11	22 %
Gros Plant	2 064	85,00		11 289	- 27 %	75,24	75 %
Gros Plant/Lie	261	NS		8 899	- 14 %	87,18	26 %
Anjou Blanc	216	106,90		2 230	- 41 %	102,32	10 %
Saumur Blanc	383	NS		2 422	- 39 %	136,42	- 4 %
Coteaux du Layon	1 629	326,88		7 553	9 %	312,82	30 %
Saumur Mousseux	6 601	123,06		50 589	- 28 %	123,40	6 %
Crémant de Loire	1 703	141,99		50 280	- 26 %	142,02	9 %
Rosé d'Anjou	2 836	123,17		72 140	- 12 %	104,42	16 %
Cabernet d'Anjou	7 046	140,10		153 972	- 2 %	133,79	13 %
Rosé de Loire	1 060	116,34		19 348	- 10 %	104,73	16 %
Anjou Rouge	432	114,95		4 159	14 %	130,21	- 2 %
Saumur Rouge	163	153,45		3 507	- 43 %	144,36	=
Saumur Champigny	4 420	201,24		17 604	- 9 %	198,72	1 %
Vins IGP Sauvignon	1 075	101,27	111,22	36 144	- 23 %	110,34	33 %
Vins IGP Chardonnay	1 095	96,26	97,74	21 148	- 23 %	92,91	16 %
Vins IGP Autres Blancs	303	88,94	82,65	3 911	- 20 %	78,58	13 %
Vins IGP Gamay Rgs-Rs	685	76,83	76,85	12 028	- 60 %	71,80	28 %
Vins IGP Autres Rgs-Rs	1 058	76,04	82,49	9 536	- 33 %	77,91	7 %
VSIG Blancs	4 447	60,84	60,93	26 504	- 84 %	55,16	34 %
VSIG Rouges	2 133	59,49	57,74	13 067	- 52 %	49,06	13 %
VSIG Rosés	1 789	59,65	58,61	18 546	- 62 %	50,81	26 %

(1) Volume total (ensemble des vins + raisins + moûts)

NS : non significatif ND : non disponible

(2) vin en vrac (sous contrat à prix fixe pour l'Anjou-Saumur-Touraine)

Sources : FRANCEAGRIMER, INTERLOIRE



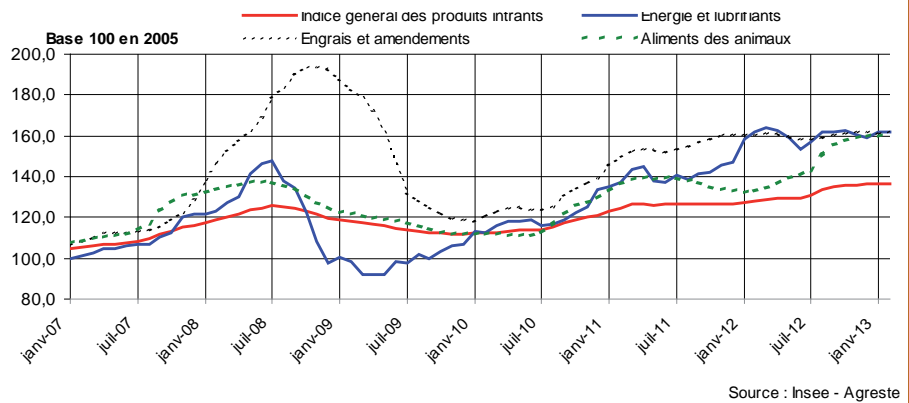
VINS DE LOIRE

Pour tout renseignement concernant :
- les vins de Nantes à Blois : Interloire - Fanny Gillet au 02.47.60.55.08
- les vins IGP et les VSIG : FranceAgriMer au 02.41.24.16.60

IPAMPA

En février 2013, la hausse de l'indice des prix d'achat des moyens de production (IPAMPA) marque une pause ; l'indice s'établit à 136,8 comme en janvier. Sur un an, il a néanmoins progressé de 9 points. L'augmentation continue du prix des aliments pour animaux pousse au renchérissement du coût global des moyens de production. Sur les douze derniers mois, l'indice des prix de l'alimentation animale progresse de 20 %, suivant en cela la croissance des prix des matières premières. Sur la même période, après une baisse à l'été 2012, les prix des engrais et amendements comme ceux de l'énergie retrouvent leur niveau de février 2012.

IPAMPA - Indice des prix d'achat des moyens de production agricole en Pays de la Loire (janvier 2007 - février 2013)



Mobilisation du secteur de l'élevage pour une répercussion, par la grande distribution, des augmentations des coûts de production

Face à l'augmentation des coûts de production, liés principalement à ceux de l'aliment, les responsables professionnels se sont fortement mobilisés pour dénoncer le refus de la grande distribution de répercuter ces augmentations, malgré les clauses de négociation prévues par l'accord du 3 mai 2011.

En mars, à travers ses fédérations, la FNSEA a pris l'initiative de solliciter des tables rondes régionales réunissant les différents acteurs des filières, notamment laitière, avicole et porcine, sous l'égide des préfets.

La répercussion des coûts de production fut également l'un des sujets évoqués devant le ministre de l'Agriculture, le 21 mars à Nantes, lors du congrès de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL).

En Pays de la Loire, le préfet de région a réuni, le 2 avril, les représentants de l'élevage, les transformateurs et les distributeurs. Une volonté des partenaires s'est dégagée en faveur :

- de l'émergence, lors des discussions nationales annoncées par le gouvernement, de mesures immédiates et appropriées ;
- de la valorisation des produits agricoles français au travers d'une identification clairement affichée de l'origine.

De son côté, le gouvernement a réuni chacune des trois principales filières. La première table ronde, dédiée au secteur laitier, s'est tenue le 8 avril. Dans un communiqué du 18 avril, le Premier ministre et le ministre de l'Agriculture :

- indiquent soutenir la proposition de revaloriser d'au moins 25 euros les mille litres le lait payé aux producteurs pour les mois d'avril, mai et juin ;
- demandent à l'ensemble des acteurs de finaliser la mise en oeuvre de ces orientations de telle sorte que la revalorisation soit effective pour l'ensemble des producteurs dès le paiement de la collecte d'avril.

Les tables rondes dédiées aux filières porcine, le 15 avril, puis avicole, le 18 avril, ont permis de dégager les grandes orientations du plan d'avenir pour chacune de ces filières (cf. p.11 et 12). Ces orientations s'appuient sur différents travaux d'études et de prospective, notamment ceux menés dans le cadre des assises de l'agroalimentaire, volet important pour le grand Ouest.

Dans le même temps, et pour répondre, entre autres, aux préoccupations de la production agricole de façon plus structurelle, le Gouvernement travaille sur un projet de loi de consommation adaptant l'actuelle loi de modernisation économique, ainsi que sur une nouvelle loi d'avenir pour l'agriculture, un débat dont attendent beaucoup les professionnels.

Productions animales

Au cours de ce premier trimestre 2013, les disponibilités bovines en vaches et en broutards légers s'avèrent limitées. Les possibilités d'exportations sont également restreintes. Les cours des gros bovins sont tirés vers le haut par ce manque de vaches, tout du moins en France. Ce contexte haussier en viande conventionnelle handicape la production sous signe de qualité : Label rouge et AOC. Celle-ci est confrontée à la limite d'acceptabilité des prix à la consommation. Ceci conduit au désintéressement de certains éleveurs qui préfèrent, à revenu équivalent et moins de contraintes, livrer dans le conventionnel. La pression à l'import se fait plus forte pour les ovins.

Vaches et jeunes bovins : les cotations bovines progressent en France mais fléchissent chez nos voisins européens pour les jeunes bovins

En France comme chez nos voisins européens, les disponibilités globales en viande bovine et en particulier celles de vaches de réforme, s'avèrent limitées en ce début d'année 2013. Par ailleurs, « l'affaire de la viande de cheval » récemment mise en avant de la scène semble générer une hausse de la demande de viande d'origine française. Les cotations « gros bovins » nationales se trouvent ainsi tirées vers le haut alors que les cours des jeunes bovins baissent depuis la mi-janvier dans les autres pays européens (Allemagne, Italie, Pologne) dans la mesure où la demande n'est pas au rendez-vous dans ces pays. La situation des vaches de réforme doit être distinguée de celle des jeunes bovins.

Les abattages régionaux cumulés de **vaches de réforme** sont en repli de plus de 15 % à la fin du mois de mars par rapport à ceux de 2012 et 2011 à la même date. Les cotations des vaches de réforme progressent encore pour l'ensemble des catégories. En effet, les cours des vaches de catégorie mixte O se situent à 3,83 €/

kg net (en mars). Elles dépassent la barre de 5 €/ kg net (en mars) pour les races à viande de qualité U.

En jeunes bovins (JB), les disponibilités présentes dans les exploitations sont en hausse, aussi bien pour les animaux laitiers que viande suite au recul des exportations constaté en 2012 (broutards et animaux finis). Ce « stock » d'animaux laisse penser à des sorties assez soutenues lors du printemps et de l'été à venir. Lors des deux premiers mois de 2013, les jeunes bovins de 6 à 18 mois (mâles et femelles) exportés à partir de la région Pays de la Loire représentent 4 500 animaux environ à comparer aux 5 250 exportés en 2012 et aux 6 850 exportés en 2011 (au cours de la même période). Les abattages de jeunes bovins enregistrent à l'échelle régionale une hausse de l'ordre de 7 % à la fin du mois de mars par rapport à ceux de 2012 (mais en retrait de 11 % par rapport à 2011). Alors que les prix observés chez nos voisins européens sont en baisse depuis la mi-janvier (consommations nationales moroses, fermeture du mar-

ché turc), les cotations françaises jeunes bovins sont tirées vers le haut par la pénurie de vaches de réforme. Ainsi, après quelques centimes perdus en janvier par rapport à décembre 2012 (jeunes bovins de type viande), les prix observés repartent à la hausse en février et mars (près de 3,8 €/ kg net pour la catégorie mixte O et 4 €/ kg net pour la catégorie R).

Au final, à la fin du mois de mars 2013, les abattages régionaux enregistrés pour l'ensemble des gros bovins connaissent une baisse de plus de 7 % par rapport à ceux de 2012 et de près de 14 % par rapport à 2011. En ce début d'année, les prévisions nationales 2013 envisagent une baisse plus limitée de la production de gros bovins (-2 %) que celle enregistrée en 2012 (-6 % par rapport à 2011). D'après le Kantar Worldpanel, la consommation nationale de boeuf par les ménages recule de 3,5 % au cours du premier trimestre 2013 par rapport à l'année passée.

Bovins maigres : offre limitée en animaux légers et demande intracommunautaire morose

L'offre en animaux légers (moins de 350 kg) est limitée et la demande européenne, notamment italienne, est faible. Cette situation pèse sur l'intensité des échanges. Le contexte national et celui des pays tiers est un peu plus actif avec

quelques expéditions vers l'Afrique du Nord. Toutefois, les opérateurs sont obligés de se tourner vers des animaux plus lourds que d'habitude (380 à 400 kg) pour faire face à la faible disponibilité d'animaux légers. Il en résulte une petite

progression des cotations portant sur les animaux légers (2,76 €/kg vif en mars pour les charolais mâles de 6-12 mois) alors que les prix ont du mal à se maintenir pour les catégories plus lourdes. Les femelles tirent mieux leur épingle du jeu.

Veaux de boucherie : déséquilibre entre une offre limitée et une consommation stimulée par le « Festival du veau »

Ce trimestre est marqué par un manque d'offre sur les marchés français et néerlandais. Les volumes d'abattages continuent à se dégrader (près de -12 % pour les abattages régionaux cumulés fin mars avec 1 320 tonnes). Les mises en place et les sorties des ateliers d'engraissement

Ré-ouverture du marché japonais

Le Japon a annoncé officiellement la reprise des importations de viande bovine française à compter du 1^{er} février 2013. Ceci concerne pour l'instant les bovins d'origine française (nés, élevés, abattus en France) de moins de 30 mois. Le marché était fermé depuis 2001, suite à la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

sont en retrait par rapport à celles de l'année passée. Stimulée par le « festival du veau » lancé en février, la consommation des ménages a progressé au cours du trimestre (+ 3,5 % par rapport à 2012).

Lait : les livraisons toujours en retrait

Au premier trimestre 2013, la campagne laitière 2012-2013 s'achève sur une note pessimiste. Dans la région, les livraisons de lait de vache du début de l'année (de janvier à mars) sont inférieures de 5 % à celles de la même période 2012. Les estimations du mois de mars montrent une aggravation. Sur la totalité de la campagne, le déficit de production par rapport aux références laitières est de l'ordre de 2 %. Les agriculteurs les plus fragiles sont découragés par l'augmentation du coût de l'aliment et par des prix moyens payés aux producteurs en régression (- 5,5 % en janvier-février 2013 par rapport à janvier-février 2012). La demande mondiale, bien qu'en augmentation, tarde à impacter

De cette situation naît une tension sur le marché, des sorties d'élevages parfois avancées et une progression des cotations pour atteindre la valeur inhabituelle de 6,95 € kg net en mars. A noter que des

positivement les prix. En outre, les incertitudes sur la période après quotas incitent certains producteurs à se réorienter vers des activités plus rémunératrices.

Le constat est identique au niveau national. Les livraisons de lait de vache de janvier 2013 régressent de 3 % par rapport à janvier 2012 (- 4 % pour la région). Pour relancer la production à moindre coût, les éleveurs attendent la mise à l'herbe des animaux. Cette dernière est retardée par l'abondance des pluies. Au plan européen, les livraisons sont très dynamiques au Danemark et en Pologne. En Allemagne, la production se rapproche de la référence nationale, tandis qu'au Royaume-Uni, la collecte reste très déprimée.

Ovins : les importations se font plus pressantes et les cotations marquent le pas

Les volumes abattus sont, pour des raisons saisonnières, limités lors des deux premiers mois de l'année (environ 500 tonnes cumulées fin février). Il faut généralement attendre les mois de mars et avril pour enregistrer les abattages mensuels les plus élevés de l'année. A la fin du mois de mars, les abattages régionaux cumulés d'ovins (900 tonnes) enregistrent

une hausse de près de 8 % par rapport à ceux de 2012 à la même période.

La demande française est morose et parallèlement les importations en provenance du Royaume-Uni, de l'Irlande et de la Nouvelle-Zélande se font pressantes depuis décembre. Les cotations enregistrées pour les agneaux de boucherie s'en ressentent avec seulement 5,54 €/kg de car-

opportunités d'exportations de viande de veau vers le Japon semblent se dessiner (voir encadré page 9).

En janvier, les fabrications des principaux produits laitiers de grande consommation sont dynamiques. La fabrication de produits lactés (dont yaourts) et de fromages progresse par rapport à janvier 2012 (respectivement de 8 % et 6 %). Les productions de desserts et yaourts sont stimulées par les exportations (+ 11,6 % en janvier 2013 par rapport à janvier 2012). L'export de fromage est plus modéré (+ 1,3 % sur la même période). A contrario, les fabrications de poudres de lait et de matières grasses fléchissent (respectivement - 13 % et - 12 %). Ce recul des fabrications est compensé par un recours aux stocks de produits industriels.

Porc : entre morosité et expectative pour l'ensemble de la filière

De décembre 2012 à mars 2013, la cotation moyenne mensuelle passe de 1,54 € kg (porc charcutier classe E cotation Centre-Ouest) à 1,61 €kg. Au cours du trimestre, l'évolution est contrastée. Le cours perd quelques centimes en janvier (érosion jusqu'à 1,51 €kg) avant de connaître une augmentation régulière en février puis mars (jusqu'à 1,63 € kg). Ce dernier mois voit un retournement et se termine par une baisse. Celle-ci se confirme début avril avec un cours à 1,60 € kg en semaine 15.

Si la cotation moyenne de ce premier trimestre est supérieure de 4 à 5 % par rapport à celle du même trimestre de 2012, le prix de l'aliment porcin est quant à lui supérieur de 25 %. Le coût de l'alimentation n'a cessé d'augmenter tout au long de 2012. Cet accroissement s'est néanmoins tassé en fin d'année et un léger reflux est enregistré en février (indice IPAMPA),

confirmé en mars (indice aliment IFIP). Cette détente s'explique par un repli des cours des céréales et une relative stabilité des cours des matières azotées.

Le manque d'entrain caractérise le marché du porc, qu'il soit national ou européen. Globalement, il est constaté un manque d'activité. La demande se fait calme et l'offre y répond largement par ses volumes mis en marchés. De plus, les stocks de viande de porc congelée sont très importants. Il n'est constaté aucun signe de reprise des exportations et les cotations étrangères sont reconduites régulièrement.

Les achats des ménages sont quant à eux peu vigoureux et l'activité commerciale est calme, voire décevante. L'atonie observée en 2012 perdure. Plusieurs fois espérée, la reprise de la consommation se fait attendre et la météo guère printanière

casse en février, soit la plus faible valeur enregistrée lors des 3 dernières années. A l'approche de la période pascale, les prix reprennent un peu de tonus (5,8 €/kg de carcasse en mars) tout en restant en deçà des valeurs habituelles à cette période. Ce niveau de prix est d'autant plus inquiétant pour les éleveurs que les coûts de production restent élevés.

joue également en sa défaveur. L'indice des prix à la consommation de la viande de porc et charcuterie stagne de façon similaire : + 0,2 % entre décembre et mars.

Les volumes de porcs abattus au cours du premier trimestre sont en recul de 3,6 % comparés à ceux de la même période de 2012 (- 0,6 % à nombre de jours d'abattages comparables). Cette orientation baissière est également constatée au niveau national, surtout en mars où un net recul est enregistré. Dans ce secteur, la situation dans le grand Ouest reste pesante, la société des abattoirs GAD est placée en redressement judiciaire après avoir déposé son bilan au cours de février. Ses administrateurs n'excluent pas la fermeture de l'un de ses deux sites.

Face à cette situation préoccupante de l'ensemble de la filière, l'interprofession

porcine se montre divisée. Lors du conseil d'administration d'Inaporc le 20 mars dernier, la FICT (industrie charcuterie) et la FCD (grande distribution) s'opposent à l'obligation de rendre obligatoire l'indication d'origine sur les viandes et pro-

duits transformés (proposition soutenue par SNIV-SNCP, entreprises françaises des viandes, et par les autres familles professionnelles).

D'autre part, le 15 avril, le ministre de l'Agriculture a réuni l'ensemble de la fi-

lière porcine pour établir un plan d'avenir. Ce plan de relance tourne autour de trois engagements : performance environnementale, consolidation des secteurs abattage découpe et transformation, valorisation de l'origine France.

Le ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane LE FOLL, et le ministre délégué chargé de l'Agroalimentaire, Guillaume GAROT, ont réuni l'ensemble de la filière porcine le 15 avril 2013 pour élaborer un plan d'avenir pour la filière.

Trois engagements pour redonner confiance en l'avenir à l'ensemble des opérateurs ont ainsi été définis :

1. Relancer une dynamique d'investissements dans la production et dans la transformation, par la performance environnementale :

- retrouver un niveau de production de 25 millions de tonnes tout en améliorant la performance environnementale des exploitations ;
- mettre en œuvre un régime d'enregistrement pour les élevages porcins allégeant les procédures administratives tout en garantissant un même niveau d'exigence environnementale ;
- développer la méthanisation dans le cadre du plan EMAA lancé le 29 mars ;
- consolider les secteurs abattage découpe et transformation.

2. Donner la possibilité à la transformation de mieux supporter la volatilité des prix :

- rééquilibrer les relations avec la grande distribution ;
- prendre en compte les fortes variations des coûts des matières premières agricoles et alimentaires.

3. Valoriser l'origine « France » :

Faire de l'origine « France » un véritable atout. La filière devra s'engager de façon volontaire dans l'étiquetage de l'origine pour tous les produits. Elle devra bâtir un projet ambitieux sur le cahier des charges VPF (Viande porcine française).

Les Ministres ont annoncé un rendez-vous avant l'été pour faire le point sur la mise en œuvre de ces trois engagements.

Aviculture : hausse sensible des abattages de poulets début 2013

Au cours des deux premiers mois de 2013, les tonnages cumulés d'abattages de volailles toutes espèces confondues augmentent légèrement dans les Pays de la Loire par rapport à la même période de 2012 (+1,3 % en tonnes). Au niveau régional comme au niveau national, les abattages de poulets sont en hausse, tandis que ceux des autres volailles (canards, pintades et dindes) sont nettement orientés à la baisse. En Pays de la Loire, les abattages cumulés de poulets progressent de plus de 6 % sur la période, tandis que le repli est de l'ordre de 9 % pour les dindes, pour lesquelles on retrouve les niveaux d'abattage du début 2011, et de 3 % pour les canards et les pintades (près de trois pintades sur quatre en France sont abattues dans la région).

Les filières avicoles restent frappées par un coût des matières premières très élevé. Le coût de l'aliment pour volailles, mesuré par l'indice IPAMPA, est passé de 118 en moyenne annuelle en 2010 à 138 en 2011 et 145 en 2012. La hausse, continue

depuis janvier 2012, atteint 20 % en un an ; l'indice est à son plus haut niveau, dépassant 160 en janvier. Ce renchérissement du coût de l'aliment pèse aussi sur le coût des poussins via les consommations d'aliments des reproducteurs.

De même, selon l'indice des prix des produits agricoles à la production (IP-PAP), l'indice de l'ensemble des volailles a continûment progressé au cours des douze derniers mois, passant de 132,2 en février 2012 à 149 en février 2013, soit une hausse de 13 %. Les deux indices se stabilisent en février.

En 2012, la consommation indigène totale de volailles a augmenté de 1,4 % (en tonnes) par rapport à 2011 (après +1,7 % entre 2010 et 2011). La situation est contrastée en fonction des espèces : les consommations de dinde et de poulet de chair ont progressé respectivement de 5,4 % et 2,4 %, tandis que celle de canards baissait légèrement (-1,4 %). Cet accroissement se fait au bénéfice des viandes d'importation de façon de plus en plus

incisive en ce début d'année. Sur les deux premiers mois de l'année, les achats des ménages de volailles baissent en volume de 1,1 % par rapport à la même période de 2012.

En volume, en 2012, le solde des échanges français de viande de volaille s'est établi autour de 126 000 tonnes-équivalent carcasse ; il reste donc positif, avec un excédent vis-à-vis des Pays tiers qui compense le déficit vis-à-vis de l'Union Européenne. Néanmoins, l'excédent français en viande de volaille se contracte de plus en plus. Il était de 714 000 tec en 2000 ; en douze ans, le recul est de 15 % par an en valeur et de 13 % par an en volume. Sur cette période, seul le solde de 2011 a été en hausse, grâce au dynamisme des exportations de poulet vers les Pays tiers. Au cours de l'année 2012, les exportations de viandes et préparations de volailles se sont repliées de 4,7 %. Les envois de viandes et préparations de poulet se réduisent de plus de 2 % en volume,

aussi bien vers l'Union européenne que vers les Pays tiers, et ceux des dindes de 9 %. Les importations françaises ont augmenté de plus de 3,7 % en volume l'an dernier ; elles ont pour principale origine

le marché intracommunautaire, et concernent très majoritairement la viande de poulet. Les arrivages de découpes congelées de poulet sont en forte progression en 2012, principalement en provenance des

Pays-Bas, de Pologne et d'Allemagne. En janvier 2013, les exportations de viandes et préparations de volailles sont en augmentation sensible, tandis que le volume des importations reste stable.

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, Stéphane Le Foll, et le Ministre délégué chargé de l'agroalimentaire, Guillaume Garot, ont réuni le 18 avril l'ensemble de la filière avicole pour élaborer un plan d'avenir pour la filière. Quatre axes de travail collectifs ont été définis, pour lesquels les pouvoirs publics soutiendront la filière :

1. Moderniser les élevages, pour redonner plus de compétitivité aux éleveurs, en alliant performance économique et environnementale, et en profitant du potentiel de la filière volaille en matière d'économie d'énergie et de production d'énergies renouvelables

2. Consolider le maillon abattage transformation

- continuer à porter au niveau communautaire la question des distorsions au niveau du coût de la main d'œuvre dans les abattoirs, liées à l'utilisation extensive par certains pays de la directive « détachement » ;
- reconduction, le 18 avril, par la Commission pour trois mois du niveau des restitutions à l'export de 108,50 euros/tonne ;
- reconnaissance aussi large que possible des compétences des salariés afin d'améliorer la sécurisation des parcours professionnels.

3. Refonder les relations commerciales et contractuelles dans la filière : une réflexion sera engagée sur une amélioration de relations contractuelles entre accouveurs, fabricants d'aliments, éleveurs et transformateurs pour assurer une meilleure répartition de la valeur, inciter à la performance technique et assurer une plus grande réactivité aux évolutions des marchés.

4. Valoriser l'origine « France » : la filière devra s'engager de façon volontaire dans l'étiquetage de l'origine pour tous les produits, et développer le cahier des charges « volailles de France »

Oeufs : reprise de la production et baisse du prix de l'œuf

La production française d'œufs de consommation s'est repliée de 10 % entre 2010 et 2011, puis de près de 3 % entre 2011 et 2012, malgré une augmentation importante au second semestre. La nécessité pour les éleveurs de respecter la directive européenne de mises aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1er janvier 2012 explique cette baisse. À compter de septembre 2011, les mises en place de poulettes ont recommencé à progresser après un an de repli. En 2012, elles auraient progressé de 27 % par

rapport à 2011. En lien avec cette forte augmentation, la production française a redémarré courant 2012. Elle devrait continuer à progresser, au moins au premier semestre 2013 (+28 % selon le modèle de prévision).

Avec le retour de la production, le prix de l'œuf quitte les sommets atteints à la fin du premier trimestre 2012. Il reste néanmoins à un niveau élevé toute l'année, augmentant à nouveau à compter de septembre. Début 2013, le prix à la production de l'œuf se replie fortement en

janvier et en février : la baisse est de 24 % en glissement annuel, et son prix se rapproche du niveau moyen 2008-2012. La Tendence nationale officieuse (TNO) retrouve ses niveaux de début 2010, autour de 7 €les cent œufs.

Pour autant, ni la pénurie ni la hausse de 4 % du prix à la consommation n'ont affecté la consommation des ménages : les quantités achetées n'ont baissé que de 1 % environ en 2011 par rapport à 2010, puis sont restées quasiment stables entre 2011 et 2012.

Cuniculiculture : des volumes d'abattages régionaux stables début 2013

En 2012, les volumes d'abattages de lapins (en tonnes) ont baissé de 3 % par rapport à 2011, dans la région comme en France. Sur les deux premiers mois de l'année 2013, la tendance se poursuit au niveau national, tandis que les abattages se stabilisent en Pays de la Loire. Les prix peinent à se maintenir ; les cotations du lapin entier standard sont en repli au pre-

mier trimestre 2013 par rapport à 2012, tout en restant supérieurs à ceux de 2011. En 2012, les exportations ont baissé (-26 % en volume) alors que les importations progressaient fortement (+32 %), principalement en provenance de Chine. Après une année 2011 favorable sur le plan du commerce extérieur, le secteur a ainsi enregistré une contraction de son

excédent commercial, à 11,5 M€en 2012 (contre 20,9 M€en 2011). Malgré un redressement des achats de lapin entier, la baisse des achats de découpes a conduit à un repli des achats des ménages français de viande de lapin en 2012 (-1,2 %), repli qui se poursuit sur les deux premiers mois de l'année 2013.

Industries agroalimentaires

Les productions se maintiennent par rapport au trimestre précédent avec une augmentation sensible pour les produits laitiers.

Industries laitières : la production est fortement soutenue par la demande externe avec une utilisation accrue des outils industriels. Les stocks sont jugés à un niveau normal. Une hausse de la production est attendue dans les mois à venir.

Industries des viandes : le trimestre est très contrasté avec un maintien timide en début de trimestre puis une nette hausse en février résultant d'une forte demande et de la répercussion partielle de l'augmentation du prix des matières premières sur ceux des produits finis. Mais la filière se heurte à l'actualité de plusieurs affaires (« viande de cheval », enquête sanitaire) ayant un impact négatif sur certains abattoirs. La fin du trimestre connaît une forte baisse des abattages de bovins.

Industries de la boulangerie-pâtisserie et pâtes : la demande reste stable. La production n'augmente pas. Le prix des produits finis croît régulièrement.

« MON BIO PAYS » : nouvelle marque privée collective du syndicat des transformateurs bio

Le syndicat des transformateurs bio des Pays de la Loire* a créé la marque collective : « **MON BIO PAYS, Talents des Pays de la Loire** » dont l'objectif est de valoriser le tissu économique local et sensibiliser les consommateurs sur l'achat responsable, en soutien à l'économie locale.

* association, regroupant 42 entreprises agro-alimentaires, chargée de faciliter la concertation au sein de la filière bio de la région, de communiquer sur l'Agriculture Biologique, de valoriser les entreprises et les produits des Pays de la Loire.

Les entreprises en bref

Loire-Atlantique

La biscuiterie **Saint-Michel**, dont une usine est basée à Saint-Michel-Chef-Chef, envisage le transfert de celle-ci dans la commune voisine de Saint-Père-en-Retz. L'outil industriel, enclavé dans le Bourg, est vétuste et entrave son développement.

Le **Groupe coopératif Terrena**, basé à Ancenis, a présenté vendredi un résultat net de 10,9 M€ pour l'année 2012, divisé par deux par rapport à l'exercice précédent en raison de la hausse des matières premières.

Pour autant, son chiffre d'affaires (4,5 Mds €) augmente de 2,6 % et la structure du bilan est suffisamment solide (557 M€ de fonds propres ; ratio d'auto-financement de 74 %) pour envisager des acquisitions visant à donner aux activités du groupe une dimension européenne.

La société **GAD** (abattage et découpe de porc), détenue à 65 % par la coopérative morbihannaise Cecab et à 35 % par le groupement de producteurs de porcs Prestor, a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Rennes le 27 février.

Basée en Bretagne, **GAD** emploie, 1 600 personnes dont 80 dans son atelier de découpe de Saint-Nazaire.

Mayenne

Le fabricant industriel de pain et viennoiseries surgelés haut de gammes **Bri-dor**, filiale du groupe Le Duff, construit une nouvelle usine à Lourné, en périphérie de Laval (53).

Cette usine renforcera la capacité de production du groupe, l'usine de Servon-sur-Vilaine (550 salariés) arrivant à saturation.

Sarthe

Les **Rillettes-Bahier**, importante charcuterie industrielle basée à Sceaux-sur-Huisne, filiale de SA Groupe Alliance, a lancé un investissement de 10 M€ afin de construire une plateforme logistique dédiée à la congélation, l'expédition et l'emballage ainsi qu'une extension de l'usine équipée de nouvelles machines. La société emploie 460 salariés et son chiffre d'affaires 2012 s'élève à 69 M€.

Le résultat net des Fromageries **Bel** a augmenté de 33,6 % en 2012, pour atteindre 128 millions d'euros. Son résultat opérationnel progresse de 24 %, portant sa marge opérationnelle de 6,72 % à 7,96 % du chiffre d'affaires.

LDC annonce un chiffre d'affaires de 2,93 Mds €, en progression de 5,4 % avec un dernier trimestre particulièrement dynamique.

Vendée

Avant de conclure son rapprochement avec Bongrain, **Terra Lacta** a annoncé sa volonté de fermer les usines de Mareuil-sur-Lay-Dissais (lait « Le Petit Vendéen »), en Vendée, et de Bougon, dans les Deux-Sèvres. Globalement, le groupe coopératif prévoit un plan social touchant 237 postes.

L'unité de Mareuil emploie 65 personnes à la production de lait et plus de 28 salariés dans des fonctions commerciales. La laiterie de Bougon, spécialisée dans le lait de chèvre, emploie quant à elle 56 salariés.

Le **Groupement des éleveurs de l'ouest (Géo) et le groupe Cavac**, qui collaboraient depuis dix ans dans la production ovine, ont annoncé avoir signé un accord pour unir leurs activités de production bovine. Cet accord prendra effet le 1^{er} juillet prochain.

La nouvelle entité, baptisée Union des coopératives pour les productions bovines, portera sur la totalité des métiers

et des services dédiés aux 2 500 éleveurs adhérents.

Elle assurera la commercialisation de près de 130 000 animaux dans cinq départements (Charente-Maritime, Loire-Atlantique, Deux-Sèvres, Maine-et-Loire et Vendée). La nouvelle organisation sera présidée par Mickaël Bazantay, président de Géo, et dirigée par Mathieu Staub, directeur adjoint de la Cavac.

Le groupe agroalimentaire vendéen, **Fleury Michon**, fabricant de charcuterie, de plats cuisinés et de surimis, enregistre un chiffre d'affaires en hausse de 7,3 % en 2012 dans un «contexte économique perturbé». Le chiffre d'affaires s'élève à

690,9 M€ Le contexte européen est morose mais sur l'année, le chiffre d'affaires du pôle international a crû de 6,7 % à 47,8 M€, grâce notamment à la branche canadienne du groupe Delta Daily Food.

Le fabricant industriel de pains et viennoiseries surgelés, **Briogel**, investit 3 M€ à La Tardière, au sud de la Vendée. La nouvelle usine sera dédiée à la fabrication de pâte crue surgelée pour pains et brioches. La création de 30 emplois permanents sur 3 ans est annoncée sans compter, en période de pointe, l'engagement de contrats intérimaires. Briogel est à l'étroit sur son site de Saint-Georges-de-Montaigu et connaît une croissance

régulière avec une progression de 10 % en 2012, soit un chiffre d'affaires clos à 18,5 M€

La **Laiterie-de-Montaigu** annonce un investissement de 30 M€ pour de nouvelles capacités de laits infantiles dédiés à l'export, avec 70 emplois à la clé.

Maxime Vandoni rejoint le groupe Terrena au poste de directeur général adjoint. Il assurait auparavant la fonction de directeur général de Candia.

Giampaolo Schiratti est nommé directeur général de Candia, au sein du groupe Sodiaal.

Source : AGRAAlimentation, RIA, Ouest France, Les Echos, Banque de France, lettre de l'API de janvier à mars 2013

Agro-environnement

Directive Nitrates : début de l'élaboration du cinquième programme d'action

Bien que toutes les instructions nationales ne soient pas encore parues, des discussions s'engagent sur le 2^e trimestre 2013 afin de préparer le prochain programme d'action nitrates qui devrait entrer en vigueur à compter du début 2014.

En réponse au contentieux européen relatif à la mise en œuvre de la directive « nitrates » de 1991, l'État français a modifié l'architecture du dispositif d'application

de ce texte. Jusqu'à présent, les mesures étaient définies au niveau départemental ; désormais, elles reposeront sur la mise en place d'un programme d'action national (PAN), complété localement par un programme d'actions régional (PAR). Ce programme régional devra, en cohérence avec les 4^e programmes d'actions départementaux, proposer de renforcer certaines dispositions, notamment les calendriers précisant des périodes d'interdiction

d'épandage, et fixer les règles régionales pour la mesure de couverture des sols pendant l'interculture. Il s'appuiera sur le nouveau zonage «zones vulnérables» arrêté en décembre 2012. Des zones d'action renforcée (ZAR) seront également définies, principalement en fonction des enjeux d'alimentation en eau potable.

Mesures agroenvironnementales 2013

La programmation des mesures agroenvironnementales va se poursuivre en 2013 dans des conditions similaires à celles de l'année 2012 : la plupart des territoires ouverts à la contractualisation les années passées sont reconduits, à l'exception de certains à enjeu «qualité de l'eau» pour lesquels une ouverture de trois ans seulement était prévue.

Trois nouveaux territoires sont ouverts dans le cadre d'une expérimentation nationale sur le maintien de l'équilibre agro-écologique des prairies naturelles humides (bassins versants de Grandlieu, de la Baie de Bourgneuf et territoire des Avaloirs (parc naturel Normandie Maine)), ainsi qu'un nouveau territoire à enjeu biodiversité : celui de la plaine cal-

caire du sud Vendée. A noter également l'ouverture de deux territoires pour l'enjeu de réduction des prélèvements aux fins d'irrigation dans le sud Vendée.

Comme en 2012, les engagements seront soumis à une clause de révision liée à la mise en place des nouvelles règles de la PAC et du développement rural prévue pour 2014.

Liste des documents en annexe

Cotations des céréales et oléo-protéagineux

Cotation régionale FranceAgrimer des jeunes bovins

Cotation régionale FranceAgrimer des vaches

Abattages des gros bovins dans les Pays de la Loire

Abattages et cotations des veaux

Livraisons de lait et prix du lait

Abattages et cotations des porcs

Abattages et cotations des ovins

Abattages et cotations des poulets

Abattages et cotations des dindes

Abattages et cotations des canards

Abattages et cotations des pintades

Abattages et cotations des lapins

Cotations des oeufs

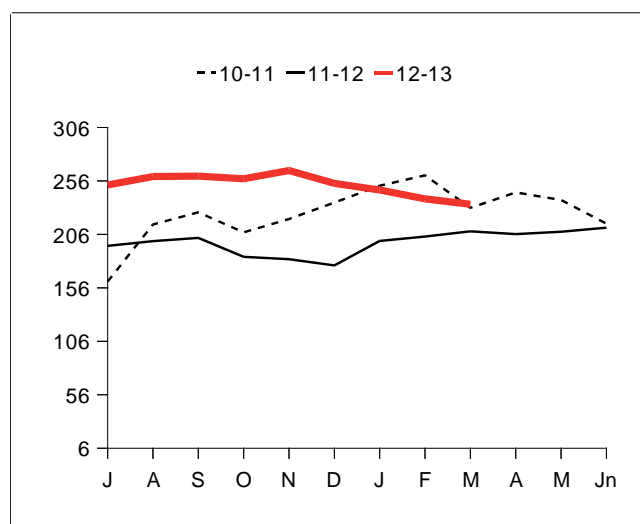
COTATION DES CEREALES ET OLEO-PROTEAGINEUX



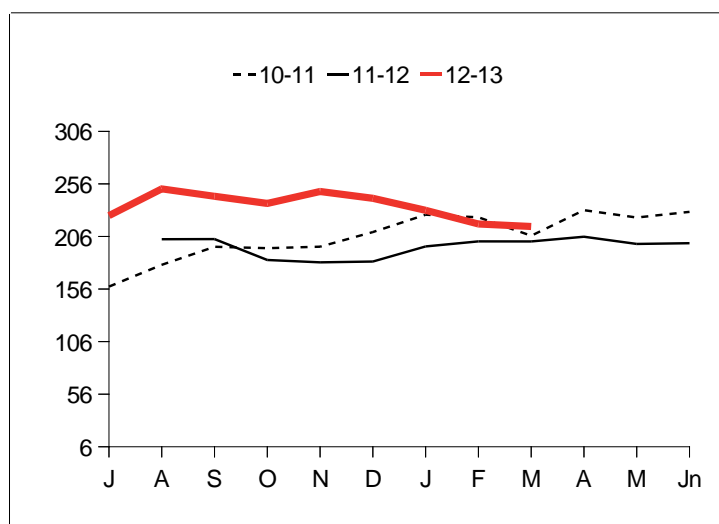
en €/t	Campagne	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Moy.
BLE TENDRE Rendu Rouen	09-10	132,63	122,63	115,80	121,13	123,13	121,60	118,19	113,63	110,60	115,00	122,69	125,63	120,22
	10-11	161,88	215,25	226,63	207,88	220,39	235,75	251,50	261,25	230,80	245,25	238,20	216,00	225,90
	11-12	195,25	199,70	202,75	185,00	182,80	177,00	199,90	204,00	208,88	206,25	208,50	212,25	198,52
	12-13	252,20	260,13	260,50	258,00	265,75	253,73	247,50	239,25	234,17				252,36
ORGE DE MOUTURE Rendu Rouen	09-10	101,40	98,50	95,00	97,38	99,00	96,40	95,63	92,50	89,80	94,75	96,50	94,50	95,95
	10-11	132,33	185,67	189,20	181,38	182,13	198,20	213,38	209,50	182,20	180,38	182,25		185,15
	11-12	185,75	196,40	198,00	187,50	182,80	177,50	196,50	198,80	198,00	200,25	201,67		193,02
	12-13	231,67	238,25	236,00	234,40	242,75	230,00	222,63	214,25	207,67				228,62
MAIS Rendu Bordeaux	09-10	130,60	117,50	112,00	118,75	128,50	127,60	127,38	123,63	121,50	130,25	136,88	138,00	126,05
	10-11	158,33	179,00	196,20	194,88	196,25	210,20	226,75	224,25	206,70	231,00	224,00	229,40	206,41
	11-12		203,40	203,50	183,63	181,40	182,13	196,50	201,30	201,25	205,75	198,90	199,63	196,13
	12-13	225,83	251,25	244,25	237,40	248,75	242,33	230,88	217,88	215,50				234,90
COLZA Rendu Rouen	09-10	269,40	260,25	251,40	258,50	268,75	277,60	278,00	288,25	295,20	305,67	304,25	321,25	281,54
	10-11	350,00	367,67	385,80	393,75	425,25	480,00	510,50	484,13	468,70	468,25	454,00	461,75	437,48
	11-12	446,00	426,10	438,00	428,00	426,60	423,25	443,00	453,50	465,40	487,75	469,60	470,00	448,10
	12-13		503,25	501,50	476,25	475,40	469,67	469,50	469,50	470,00				479,38

Source : FranceAgriMer, Dépêche agricole et commerciale

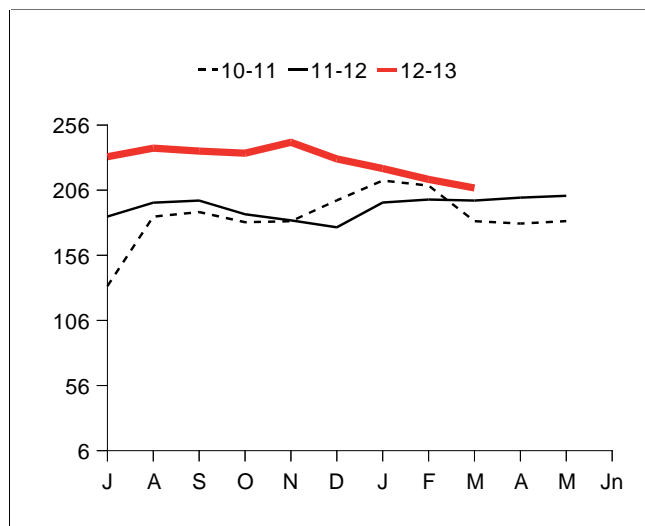
BLE TENDRE - Rendu Rouen -



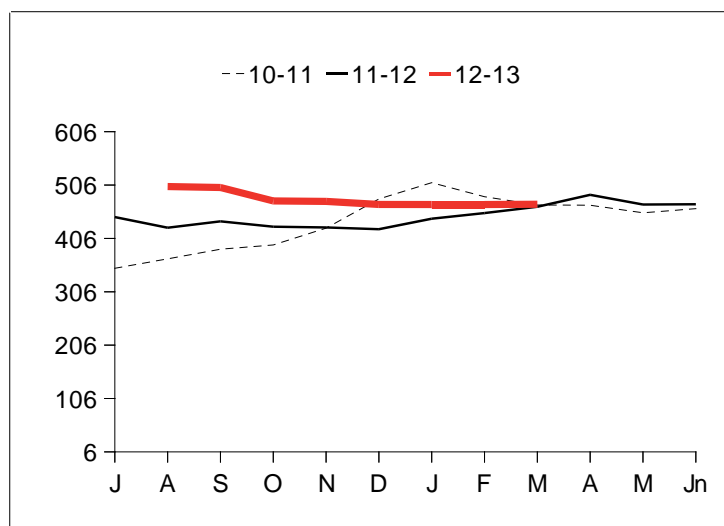
MAIS - Rendu Bordeaux -



ORGE DE MOUTURE - Rendu Rouen -



COLZA - Rendu Rouen -



Avertissement

Le nouveau dispositif d'établissement des cotations des veaux de boucherie, institué par l'arrêté du 4 janvier 2013 fixant les modalités d'établissement des cotations pour le marché des veaux de boucherie, a démarré la semaine 6 de l'année 2013.

La représentativité des données servant à l'établissement des cotations a été renforcée par rapport au système précédent. Cette représentativité est appelée à s'améliorer encore dans les prochaines semaines.

Par ailleurs, les bassins de cotations ont été revus (passage de 5 bassins à 3 bassins de cotations). Les deux anciens bassins Centre et Centre Est fusionnent en un bassin unique Centre-Est, les deux anciens bassins Ouest et Nord/Nord-Ouest forment désormais le bassin Nord. Le bassin Sud-Ouest reste inchangé.

Dans ces conditions, il convient durant les premières semaines de démarrage de lire et d'interpréter avec prudence les cotations des veaux de boucherie. Leur comparaison avec les cotations du précédent système doit tenir compte de ces changements.

COTATION DES JEUNES BOVINS (en €/Kg net)



Moyennes mensuelles

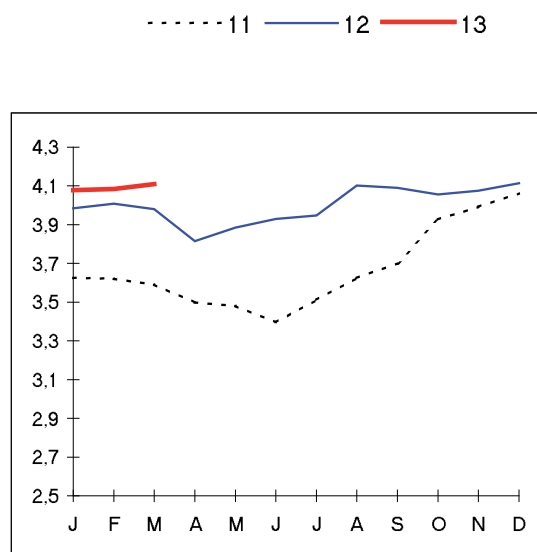
Jeunes bovins U Pays de la Loire		Viande U Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N
Janvier	3.63	3.99	4.08
Février	3.62	4.01	4.09
Mars	3.59	3.98	4.11
Avril	3.50	3.82	
Mai	3.48	3.89	
Juin	3.40	3.93	
Juillet	3.51	3.95	
Août	3.63	4.10	
Septembre	3.70	4.09	
Octobre	3.93	4.06	
Novembre	3.99	4.08	
Décembre	4.06	4.11	

Source : FranceAgriMer

3.67

4.00

Moyenne annuelle



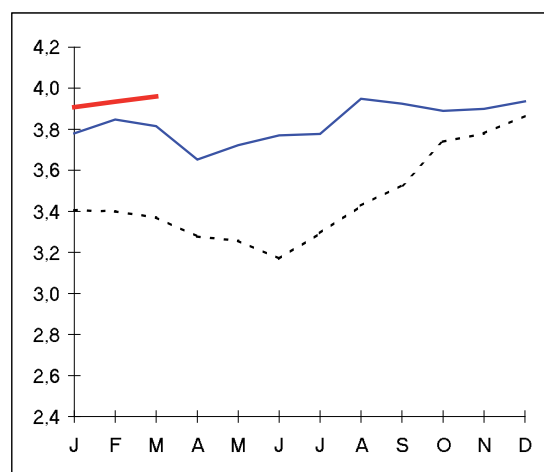
Jeunes bovins R Pays de la Loire		Viande R Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N
Janvier	3.41	3.78	3.91
Février	3.40	3.85	3.94
Mars	3.37	3.82	3.96
Avril	3.28	3.65	
Mai	3.26	3.72	
Juin	3.17	3.77	
Juillet	3.29	3.78	
Août	3.43	3.95	
Septembre	3.53	3.93	
Octobre	3.74	3.89	
Novembre	3.78	3.90	
Décembre	3.87	3.94	

Source : FranceAgriMer

3.46

3.83

Moyenne annuelle



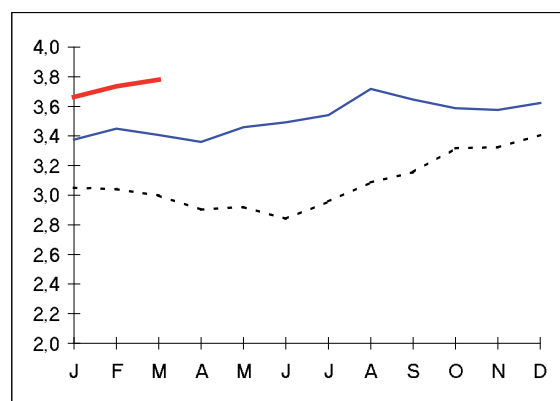
Jeunes bovins O Pays de la Loire		Mixte O Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N
Janvier	3.05	3.38	3.66
Février	3.04	3.45	3.74
Mars	3.00	3.41	3.78
Avril	2.90	3.36	
Mai	2.92	3.46	
Juin	2.84	3.49	
Juillet	2.96	3.54	
Août	3.09	3.72	
Septembre	3.16	3.65	
Octobre	3.32	3.59	
Novembre	3.32	3.58	
Décembre	3.41	3.62	

Source : FranceAgriMer

3.08

3.52

Moyenne annuelle



COTATION DES VACHES (en €/Kg net)



Moyennes mensuelles

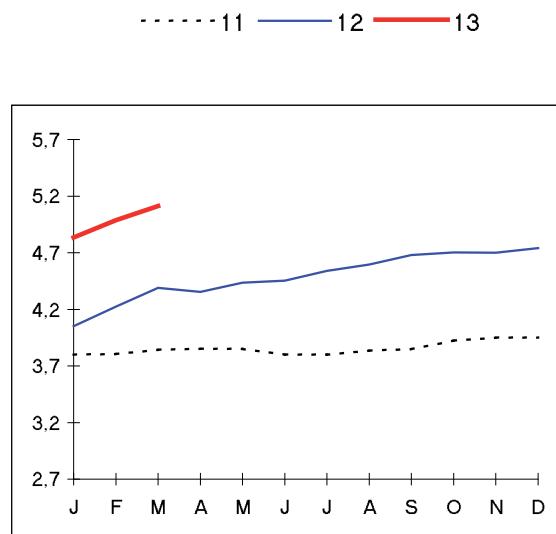
	Vaches U Pays de la Loire		Viande U Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	
Janvier	3,80	4,05	4,84	
Février	3,81	4,23	4,99	
Mars	3,84	4,39	5,11	
Avril	3,85	4,36		
Mai	3,85	4,44		
Juin	3,80	4,45		
Juillet	3,80	4,54		
Août	3,84	4,60		
Septembre	3,85	4,68		
Octobre	3,92	4,70		
Novembre	3,95	4,70		
Décembre	3,95	4,74		

Source : FranceAgriMer

3,85

4,49

Moyenne annuelle



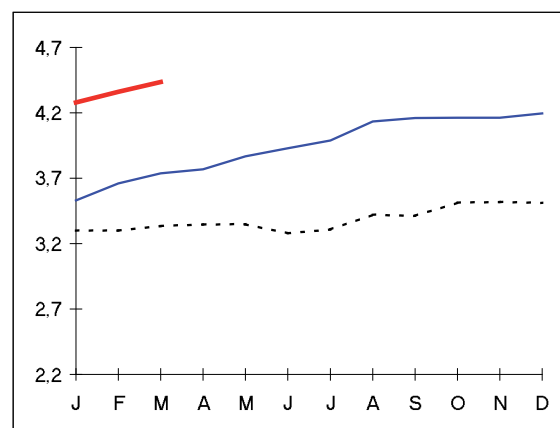
	Vaches R Pays de la Loire		Viande R Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	
Janvier	3,30	3,53	4,28	
Février	3,30	3,66	4,36	
Mars	3,34	3,74	4,44	
Avril	3,35	3,77		
Mai	3,35	3,87		
Juin	3,28	3,93		
Juillet	3,31	3,99		
Août	3,42	4,13		
Septembre	3,41	4,16		
Octobre	3,51	4,16		
Novembre	3,52	4,16		
Décembre	3,51	4,20		

Source : FranceAgriMer

3,38

3,94

moyenne annuelle



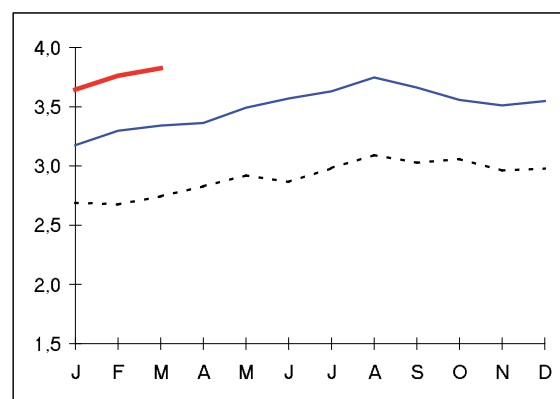
	Vaches O Pays de la Loire		Mixte O Grand Ouest	
	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	
Janvier	2,69	3,18	3,64	
Février	2,68	3,30	3,76	
Mars	2,74	3,34	3,83	
Avril	2,83	3,36		
Mai	2,92	3,49		
Juin	2,87	3,57		
Juillet	2,98	3,63		
Août	3,09	3,75		
Septembre	3,03	3,66		
Octobre	3,06	3,56		
Novembre	2,96	3,51		
Décembre	2,98	3,55		

Source : FranceAgriMer

2,90

3,49

moyenne annuelle



ABATTAGES DE GROS BOVINS DANS LES PAYS DE LA LOIRE



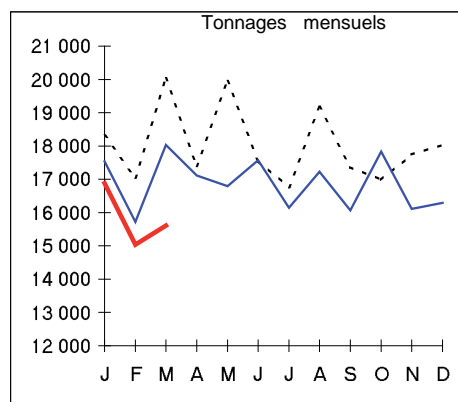
-----11 ————12 ————13

Ensemble gros bovins

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	18 305	17 541	16 885	-3,7%
Février	35 354	33 259	31 922	-4,0%
Mars	55 390	51 289	47 531	-7,3%
Avril	72 787	68 403		
Mai	92 739	85 198		
Juin	110 294	102 770		
Juillet	127 055	118 917		
Août	146 225	136 142		
Septembre	163 592	152 205		
Octobre	180 575	170 042		
Novembre	198 321	186 154		
Décembre	216 348	202 442		

Source : Agreste

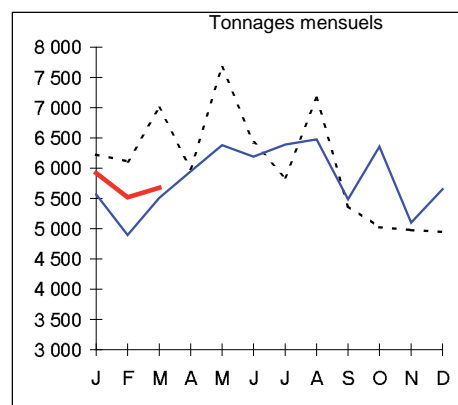


Jeunes bovins

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	6 224	5 566	5 919	+6,3%
Février	12 339	10 461	11 439	+9,3%
Mars	19 332	15 968	17 117	+7,2%
Avril	25 327	21 918		
Mai	33 001	28 300		
Juin	39 422	34 490		
Juillet	45 269	40 881		
Août	52 433	47 356		
Septembre	57 811	52 843		
Octobre	62 834	59 202		
Novembre	67 809	64 302		
Décembre	72 756	69 957		

Source : Agreste

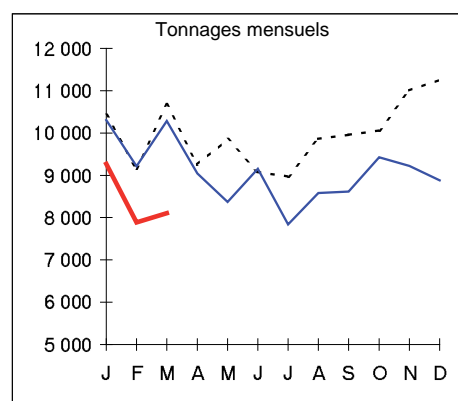


Vaches de réforme

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	10 424	10 304	9 271	-10,0%
Février	19 580	19 521	17 157	-12,1%
Mars	30 256	29 809	25 263	-15,2%
Avril	39 514	38 852		
Mai	49 371	47 225		
Juin	58 452	56 378		
Juillet	67 423	64 214		
Août	77 284	72 796		
Septembre	87 240	81 412		
Octobre	97 301	90 841		
Novembre	108 306	100 062		
Décembre	119 565	108 946		

Source : Agreste



ABATTAGES ET COTATION DES VEAUX



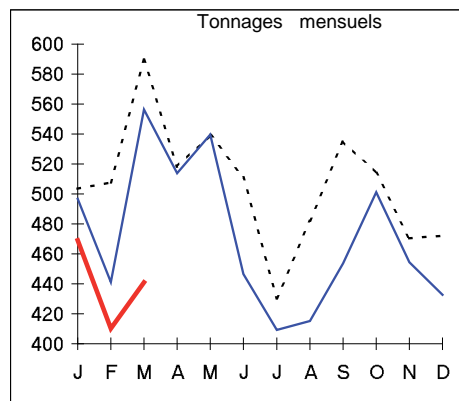
Abattages de veaux dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	503	497	469	-5,6%
Février	1 011	938	879	-6,2%
Mars	1 601	1 494	1 320	-11,6%
Avril	2 119	2 008		
Mai	2 658	2 548		
Juin	3 169	2 994		
Juillet	3 600	3 404		
Août	4 082	3 819		
Septembre	4 617	4 272		
Octobre	5 131	4 774		
Novembre	5 601	5 228		
Décembre	6 074	5 661		

Source : Agreste

----- 11 ——— 12 ——— 13



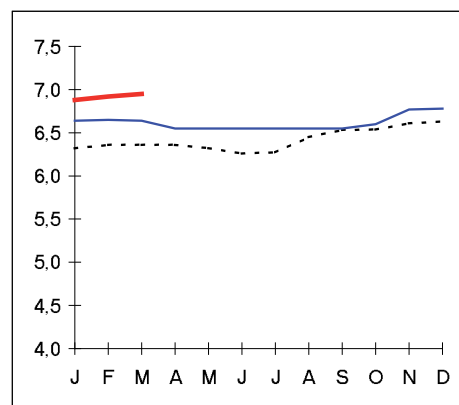
Cotation veaux de boucherie

Rosé clair R

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	6,32	6,64	6,88	+3,6%
Février	6,36	6,65	6,92	+4,1%
Mars	6,36	6,64	6,95	+4,7%
Avril	6,36	6,55		
Mai	6,32	6,55		
Juin	6,26	6,55		
Juillet	6,27	6,55		
Août	6,45	6,55		
Septembre	6,53	6,55		
Octobre	6,54	6,60		
Novembre	6,61	6,77		
Décembre	6,63	6,78		

Source: FranceAgriMer - Cotation régionale



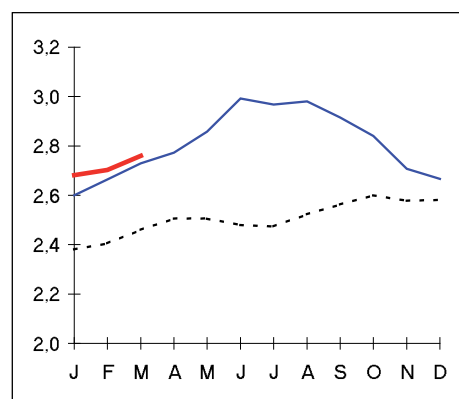
Cotation bovins maigres

Charolais mâle 6/12 mois (U)

Moyennes mensuelles €/Kg vif

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	2,38	2,60	2,68	+3,2%
Février	2,41	2,66	2,70	+1,4%
Mars	2,46	2,73	2,76	+1,1%
Avril	2,51	2,77		
Mai	2,51	2,86		
Juin	2,48	2,99		
Juillet	2,47	2,97		
Août	2,52	2,98		
Septembre	2,56	2,92		
Octobre	2,60	2,84		
Novembre	2,58	2,71		
Décembre	2,58	2,67		

Source: FranceAgriMer - Moyenne nationale



LIVRAISONS DE LAIT ET PRIX DU LAIT

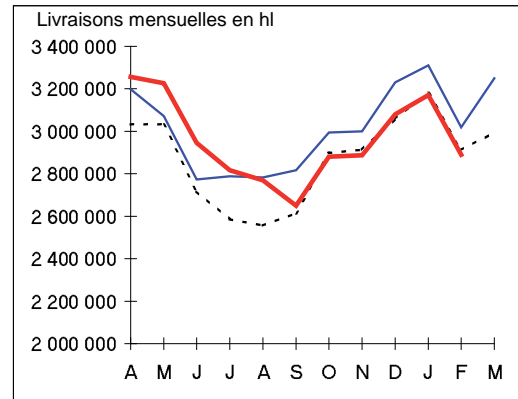
Livraisons de lait des producteurs de la région des Pays de la Loire, par campagne laitière

Livraisons cumulées par campagne en hectolitres

	10/11 N-2	11/12 N-1	12/13 N	N/N-1
Avril	3 031 990	3 197 325	3 256 107	2%
Mai	6 063 890	6 269 434	6 482 529	3%
Juin	8 782 061	9 042 414	9 428 502	4%
Juillet	11 368 181	11 830 608	12 244 532	3%
Août	13 924 093	14 613 194	15 014 244	3%
Septembre	16 538 103	17 430 523	17 663 783	1%
Octobre	19 435 545	20 425 458	20 543 723	1%
Novembre	22 348 375	23 425 542	23 430 299	0%
Décembre	25 407 824	26 656 544	26 509 663	-1%
Janvier	28 587 598	29 967 144	29 679 808	-1%
Février	31 499 127	32 985 270	32 570 380	-1%
Mars	34 494 578	36 234 497		

Source : Agreste - Situation mensuelle laitière

----- 10/11 ——— 11/12 ——— 12/13

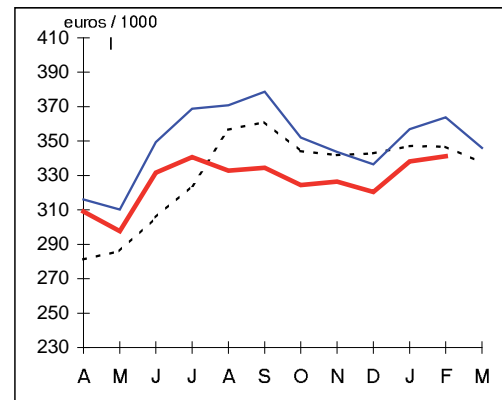


Prix du lait dans la région des Pays de la Loire

En euros/1000 litres primes comprises, retenues et taxes déduites

	10/11 N-2	11/12 N-1	12/13 N	N/N-1
Avril	281	316	309	-2%
Mai	286	310	298	-4%
Juin	306	349	332	-5%
Juillet	324	369	341	-8%
Août	357	371	333	-10%
Septembre	361	379	334	-12%
Octobre	344	352	324	-8%
Novembre	342	344	326	-5%
Décembre	343	336	320	-5%
Janvier	347	357	338	-5%
Février	347	364	341	-6%
Mars	337	346		

Source : Agreste - Situation mensuelle laitière



ABATTAGES ET COTATION DES PORCS



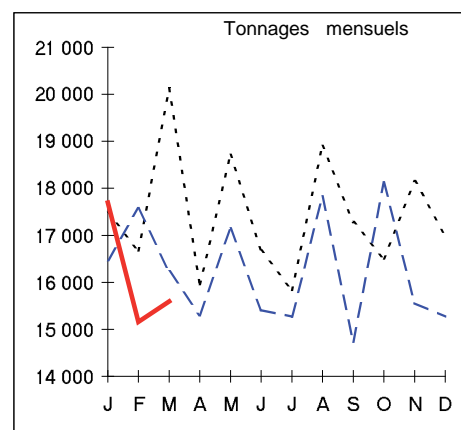
Abattages de porcs dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	17 475	16 477	17 696	+7,4%
Février	34 151	34 049	32 854	-3,5%
Mars	54 269	50 279	48 449	-3,6%
Avril	70 233	65 583		
Mai	88 948	82 735		
Juin	105 620	98 145		
Juillet	121 461	113 413		
Août	140 363	131 242		
Septembre	157 639	145 976		
Octobre	174 145	164 102		
Novembre	192 294	179 661		
Décembre	209 303	194 930		

Source : Agreste

-----11 ————12 ————13



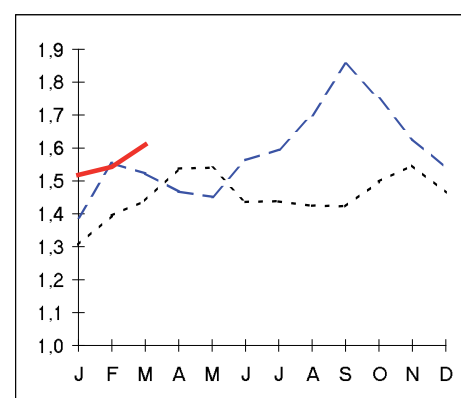
Cotation régionale des porcs charcutiers

Classe E

Moyennes mensuelles €/Kg de carcasse

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	1,31	1,39	1,52	+9,2%
Février	1,40	1,55	1,54	-0,7%
Mars	1,44	1,52	1,61	+5,7%
Avril	1,54	1,47		
Mai	1,54	1,45		
Juin	1,44	1,56		
Juillet	1,44	1,60		
Août	1,43	1,70		
Septembre	1,42	1,86		
Octobre	1,50	1,75		
Novembre	1,55	1,63		
Décembre	1,47	1,54		

Source : Cotation FranceAgriMer - Région Ouest (commission de Nantes)



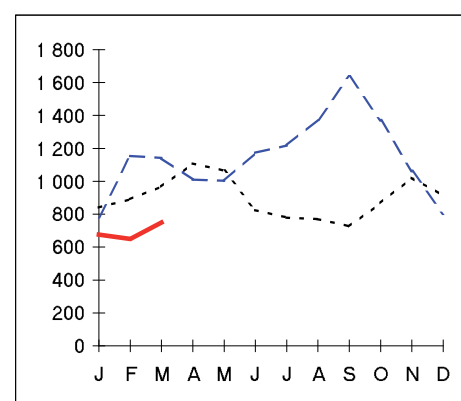
Nouvel indicateur IFIP - Institut du porc

Elevage Naisseur-Engraisseur

Indice mensuel basé sur la marge brute d'autofinancement
en €/troupe/an

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	841	782	676	-13,6%
Février	891	1 154	650	-43,7%
Mars	968	1 141	749	-34,4%
Avril	1 108	1 010		
Mai	1 064	1 004		
Juin	824	1 174		
Juillet	779	1 219		
Août	771	1 374		
Septembre	726	1 638		
Octobre	868	1 371		
Novembre	1 023	1 062		
Décembre	914	803		

Source : IFIP Institut du porc



ABATTAGES ET COTATION DES OVINS



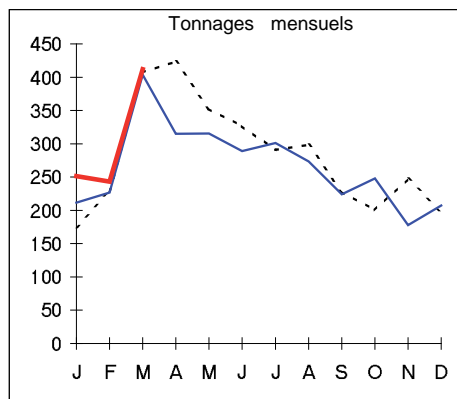
Abattages des ovins dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	175	211	252	+19,0%
Février	404	438	495	+12,8%
Mars	811	842	907	+7,7%
Avril	1 235	1 157		
Mai	1 587	1 473		
Juin	1 914	1 762		
Juillet	2 205	2 063		
Août	2 504	2 336		
Septembre	2 731	2 560		
Octobre	2 931	2 808		
Novembre	3 179	2 986		
Décembre	3 377	3 194		

Source : Agreste

-----11 - - - - 12 - - - - 13

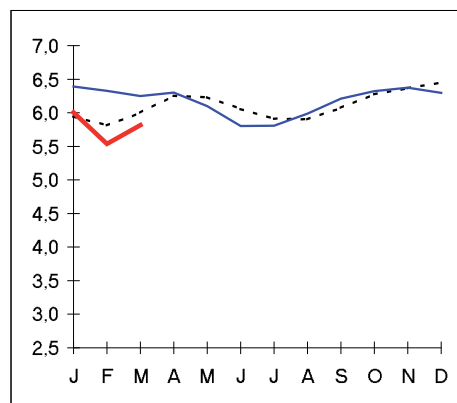


Cotation agneaux de boucherie

Moyennes mensuelles €/Kg de carcasse

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	5,94	6,39	6,01	-6,0%
Février	5,81	6,33	5,54	-12,5%
Mars	6,00	6,25	5,82	-6,9%
Avril	6,26	6,30		
Mai	6,23	6,10		
Juin	6,06	5,80		
Juillet	5,91	5,81		
Août	5,90	5,99		
Septembre	6,08	6,21		
Octobre	6,28	6,32		
Novembre	6,37	6,38		
Décembre	6,45	6,30		

Source : Cotation FranceAgriMer - Moyenne nationale





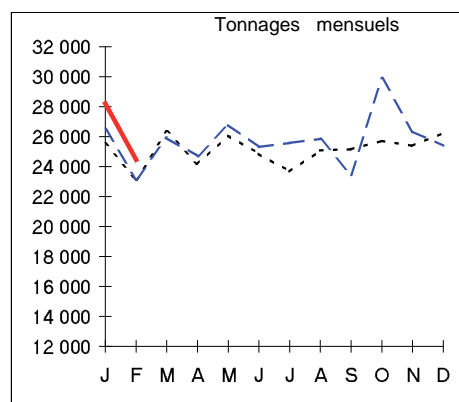
Abattages contrôlés de Gallus dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	25 514	26 492	28 203	+6,5%
Février	48 644	49 652	52 657	+6,1%
Mars	74 984	75 575		
Avril	99 164	100 278		
Mai	125 237	127 073		
Juin	150 095	152 380		
Juillet	173 775	177 961		
Août	198 847	203 803		
Septembre	224 007	227 254		
Octobre	249 713	257 162		
Novembre	275 093	283 503		
Décembre	301 338	308 894		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

.....11 — 12 — 13



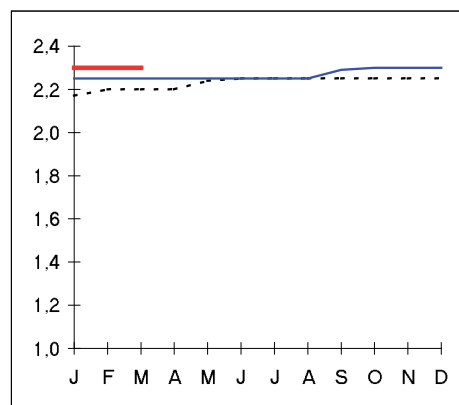
Cotation

Poulet prêt à cuire frais standard

Moyennes mensuelles

€/Kg net

	2011 N-1	2012 N	2013 N	N/N-1
Janvier	2,17	2,25	2,30	+2,2%
Février	2,20	2,25	2,30	+2,2%
Mars	2,20	2,25	2,30	+2,2%
Avril	2,20	2,25		
Mai	2,24	2,25		
Juin	2,25	2,25		
Juillet	2,25	2,25		
Août	2,25	2,25		
Septembre	2,25	2,29		
Octobre	2,25	2,30		
Novembre	2,25	2,30		
Décembre	2,25	2,30		



Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis

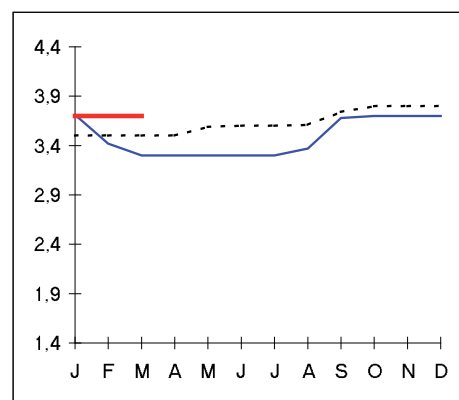
Cotation

Poulet prêt à cuire frais label

Moyennes mensuelles

€/Kg net

	2011 N-1	2012 N	2013 N	N/N-1
Janvier	3,50	3,71	3,70	-0,3%
Février	3,50	3,42	3,70	+8,2%
Mars	3,50	3,30	3,70	+12,1%
Avril	3,50	3,30		
Mai	3,59	3,30		
Juin	3,60	3,30		
Juillet	3,60	3,30		
Août	3,61	3,37		
Septembre	3,74	3,68		
Octobre	3,80	3,70		
Novembre	3,80	3,70		
Décembre	3,80	3,70		



Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis

ABATTAGES ET COTATION DES DINDES



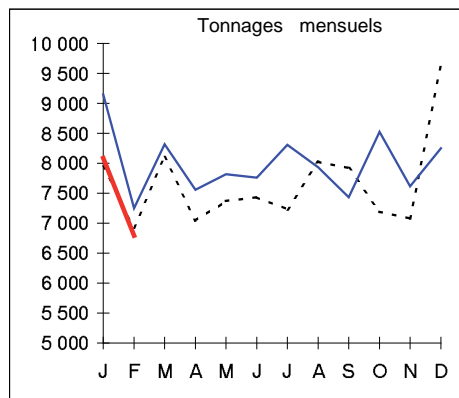
Abattages contrôlés de dindes dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2012 N	N/N-1
Janvier	7 937	9 149	8 086	-11,6%
Février	14 866	16 397	14 881	-9,2%
Mars	22 974	24 715		
Avril	30 016	32 271		
Mai	37 384	40 090		
Juin	44 819	47 850		
Juillet	52 052	56 158		
Août	60 076	64 090		
Septembre	67 992	71 524		
Octobre	75 186	80 046		
Novembre	82 260	87 660		
Décembre	91 900	95 909		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

-----11 ————12 ————13



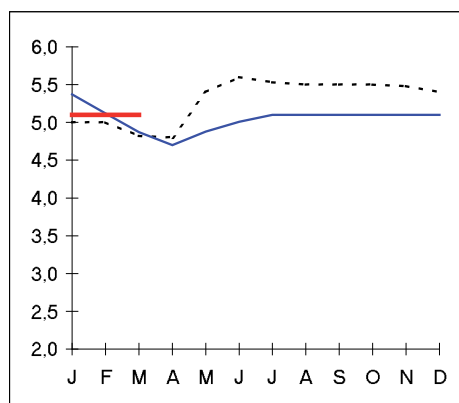
Cotation

Filet de dinde

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	5,00	5,37	5,10	-5,0%
Février	5,00	5,12	5,10	-0,4%
Mars	4,82	4,87	5,10	+4,7%
Avril	4,80	4,70		
Mai	5,40	4,88		
Juin	5,60	5,01		
Juillet	5,53	5,10		
Août	5,50	5,10		
Septembre	5,50	5,10		
Octobre	5,50	5,10		
Novembre	5,48	5,10		
Décembre	5,40	5,10		

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis





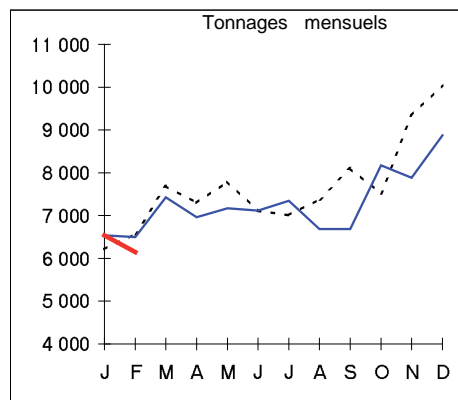
Abattages contrôlés de canards dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	6 212	6 537	6 536	-0,0%
Février	12 784	13 031	12 685	-2,7%
Mars	20 472	20 460		
Avril	27 767	27 420		
Mai	35 561	34 591		
Juin	42 668	41 710		
Juillet	49 679	49 053		
Août	57 061	55 737		
Septembre	65 169	62 426		
Octobre	72 682	70 601		
Novembre	82 019	78 488		
Décembre	92 068	87 359		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

-----11 ————12 ————13



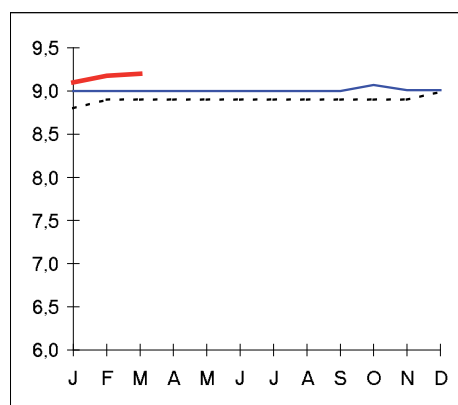
Cotation

Filet de canard de Barbarie

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	8,80	9,00	9,10	+1,1%
Février	8,90	9,00	9,18	+1,9%
Mars	8,90	9,00	9,20	+2,2%
Avril	8,90	9,00		
Mai	8,90	9,00		
Juin	8,90	9,00		
Juillet	8,90	9,00		
Août	8,90	9,00		
Septembre	8,90	9,00		
Octobre	8,90	9,07		
Novembre	8,90	9,01		
Décembre	8,99	9,01		

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ET COTATION DES PINTADES



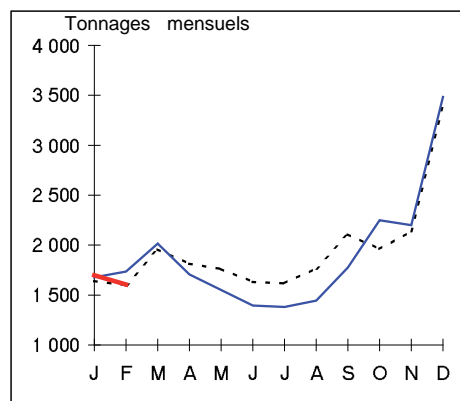
Abattages contrôlés de pintades dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	1 640	1 678	1 699	+1,2%
Février	3 237	3 413	3 306	-3,1%
Mars	5 195	5 429		
Avril	7 009	7 137		
Mai	8 770	8 688		
Juin	10 402	10 082		
Juillet	12 018	11 464		
Août	13 786	12 907		
Septembre	15 894	14 682		
Octobre	17 853	16 932		
Novembre	19 994	19 134		
Décembre	23 386	22 617		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

-----11 ————12 ————13



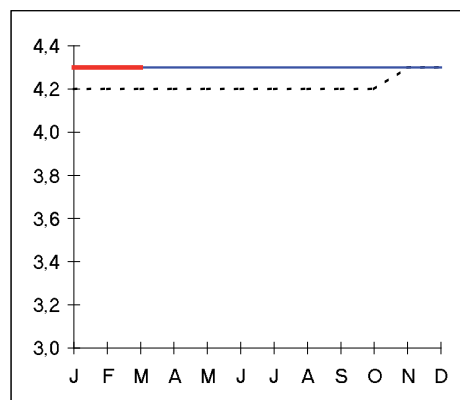
Cotation

Pintade entière éfilée France Label

Moyennes mensuelles €/Kg net

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	4,20	4,30	4,30	+0,0%
Février	4,20	4,30	4,30	+0,0%
Mars	4,20	4,30	4,30	+0,0%
Avril	4,20	4,30		
Mai	4,20	4,30		
Juin	4,20	4,30		
Juillet	4,20	4,30		
Août	4,20	4,30		
Septembre	4,20	4,30		
Octobre	4,20	4,30		
Novembre	4,30	4,30		
Décembre	4,30	4,30		

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



ABATTAGES ENSEMBLE DES VOLAILLES



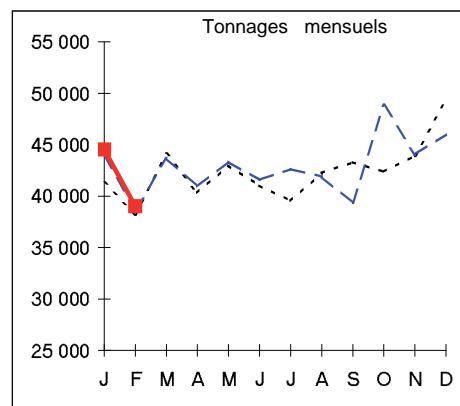
Abattages contrôlés de volailles dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	41 303	43 855	44 524	+1,5%
Février	79 531	82 493	83 528	+1,3%
Mars	123 625	126 180		
Avril	163 956	167 105		
Mai	206 952	210 442		
Juin	247 983	252 021		
Juillet	287 524	294 636		
Août	329 769	336 538		
Septembre	373 062	375 886		
Octobre	415 434	424 741		
Novembre	459 367	468 784		
Décembre	508 692	514 780		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de volailles

----- 10 - - - - 11 ———— 12



COTATION DES OEUFS

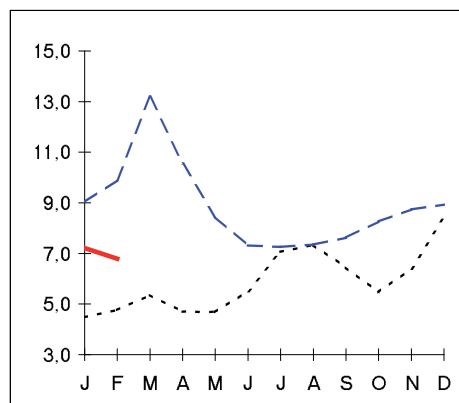
- - - - - 11 ——— 12 ——— 13

Moyen calibre (53-63 g)

Tendance nationale officielle "les marchés" (en euros pour 100 œufs)

	2011 N-1	2012 N	2013 N	N/N-1
Janvier	4.48	9.04	7.22	-20,1%
Février	4.76	9.90	6.80	-31,4%
Mars	5.36	13.21		
Avril	4.69	10.55		
Mai	4.68	8.45		
Juin	5.51	7.32		
Juillet	7.06	7.26		
Août	7.34	7.35		
Septembre	6.45	7.62		
Octobre	5.48	8.26		
Novembre	6.40	8.73		
Décembre	8.42	8.93		

Source : TNO "les marchés"

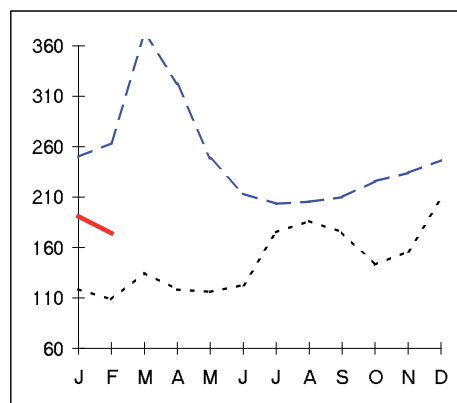


Prix à la production (IPPAP)

Indice mensuel des prix agricoles à la production (base 100 en 2005) - Données brutes

	2011 N-1	2012 N	2013 N	N/N-1
Janvier	118.5	250.0	191.0	-23,6%
Février	108.6	263.4	174.2	-33,9%
Mars	134.9	372.5		
Avril	118.2	322.6		
Mai	116.1	248.2		
Juin	122.8	213.4		
Juillet	175.1	203.4		
Août	186.2	205.3		
Septembre	175.2	209.9		
Octobre	142.9	225.8		
Novembre	156.4	233.9		
Décembre	207.8	246.5		

Source : SRISE Pays de la Loire



ABATTAGES ET COTATION DES LAPINS



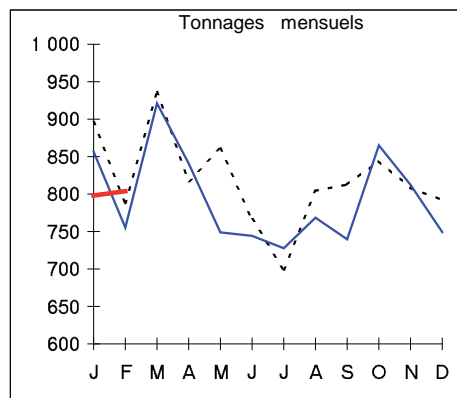
Abattages contrôlés de lapins dans les Pays de la Loire

Tonnages mensuels cumulés

	2011 N-2	2012 N-1	2013 N	N/N-1
Janvier	896	856	798	-6,8%
Février	1 684	1 612	1 602	-0,6%
Mars	2 620	2 533		
Avril	3 438	3 374		
Mai	4 299	4 123		
Juin	5 065	4 867		
Juillet	5 764	5 595		
Août	6 568	6 363		
Septembre	7 381	7 103		
Octobre	8 225	7 968		
Novembre	9 034	8 780		
Décembre	9 826	9 530		

Source : Agreste - Enquête auprès des abattoirs de lapins

-----11 ————12 ————13

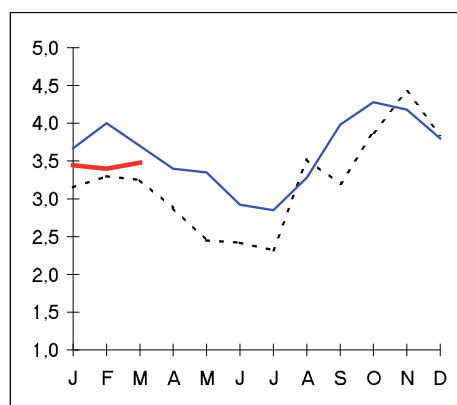


Cotation lapin entier standard France

Moyennes mensuelles €/Kg

	2011 N-1	2012 N	2013 N	N/N-1
Janvier	3,15	3,67	3,44	-6,2%
Février	3,30	4,00	3,40	-15,0%
Mars	3,25	3,70	3,48	-5,9%
Avril	2,88	3,40		
Mai	2,45	3,35		
Juin	2,42	2,92		
Juillet	2,32	2,85		
Août	3,52	3,28		
Septembre	3,20	3,98		
Octobre	3,88	4,28		
Novembre	4,42	4,18		
Décembre	3,85	3,80		

Source : FranceAgriMer - SNM : Prix relevés sur le marché de Rungis



Ont participé à l'élaboration de ce document :

Productions animales : O. Jean, M. Maréchal, B. Robert, J.L. Robin (SRISE) et F. Pineau (SRFA)

Productions végétales : S. Emeriau, P. Guérin, L. Guiavarch, A. Kéters, A. Prudo, T. Renou (SRISE) et P. Drouin (SRFA)

IPAMPA : M. Maréchal

IAA : F. Da Ros (SRFA)

Agroenvironnement : G. Dupé (SREFAR)

Contexte météorologique : Météo France

Coordination : J.P. Coutard



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : srise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Vincent Favrichon
Directrice de la publication : Patricia Bossard
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : DRAAF SRISE, SRFA et SREFAR
Composition : Bénédicte Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7472
Prix : 2,50 €